

SERVICES

TELEMATIQUE

Abonnement 12
Annonces 22
Carnet 24
Météorologie 14
Météo 14
Radio-télévision 14
Télévision 14

La recherche d'un règlement en Afrique australe

Premier accord de principe sur l'Angola et la Namibie

Détente régionale

Pour la première fois depuis treize ans, l'apaisement des tensions en Afrique australe ne fait plus figure d'hypothèse d'école. Certes, l'accord de New-York ne fixe que le cadre d'un règlement global en Angola et en Namibie et, selon les Américains, des « obstacles importants » demeurent. Mais la décision de poursuivre les négociations à un niveau plus élevé, dans moins de trois semaines, semble indiquer que les pourparlers sont, cette fois-ci, en bonne voie.

En provoquant une décolonisation hâtive, la « révolution des coquilles », en 1974 au Portugal, avait marqué la fin du glacis derrière lequel s'abritaient le régime de l'apartheid. La résistance à l'indépendance de la minorité blanche de Rhodesie était, avec l'accession à l'indépendance de ses voisins angolais et mozambicains, une cause sans espoir. La Rhodesie allait devenir, six ans plus tard, le Zimbabwe, qui devait collaborer étroitement au sein de l'organisation de la « ligne de front », avec les régimes marxistes au pouvoir à Maputo et à Luanda.

Prétoris avait alors pris acte de ces changements en optant pour des actions de déstabilisation de voisins hostiles à l'apartheid. Ces douze dernières années, l'Afrique du Sud a encouragé, ravitaillé et parfois même entraîné des rebelles au-delà de ses frontières quand elle n'a pas engagé ses propres troupes dans des opérations de grande envergure. Le glacis de l'Afrique pâle a ainsi été remplacé par un maillon d'États faibles, dépendants de la République sud-africaine.

C'est sur cette situation que s'est greffée, à l'initiative de Moscou, l'intervention cubaine en Angola dans les années 1975-1976. La brèche était trop belle pour que l'Union soviétique, ainsi qu'elle le fera également dans le Corne de l'Afrique, ne s'y engouffrît pas. On était alors à l'époque du bréjnévisme triomphant. Mais les temps ont changé et la nouvelle « mentalité » de la diplomatie soviétique prône l'apaisement des tensions régionales, non leur exploitation.

Il est donc moins risqué d'envisager la perspective de règlements en Afrique australe car, si La Havane et Moscou sont prêts à retirer leur mise de conflits qui ont dévasté la région, Prétoris perdrait, du coup, toute raison de s'opposer aux pressions des Occidentaux en faveur d'une détente régionale. Mais il reste que la principale source de tension en Afrique australe — le régime de l'apartheid — demeure.

Le démantèlement de ce système de ségrégation raciale n'avance, au mieux, qu'à petits pas. C'est pourquoi il faut se réjouir des progrès annoncés à New-York tout en se gardant d'afficher trop d'optimisme. Il y a fort à parier, en effet, que les Sud-Africains, qui hésitent encore face à d'inévitables compromis, ne sauront pas pour attendre, par exemple, l'accession au pouvoir d'une nouvelle administration américaine et jurer, une fois de plus, ce qu'ils peuvent espérer d'elle.

M 0147 - 0715 0 - 4,50 F



3790147004500 07150

Les déclarations du président de la République à l'occasion du 14 juillet

M. Mitterrand invite le gouvernement à prendre appui sur sa majorité

Après avoir assisté au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, à Paris, le président de la République devait accorder, comme chaque année, un entretien à Yves Mourou, sur TF1, et insister sur l'existence, à l'Assemblée nationale, d'une majorité stable sur laquelle le gouvernement doit s'appuyer. La veille, le chef de l'État avait évoqué, au cours d'une réception au ministère des DOM-TOM, les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Il les a qualifiés de « très importants ».

Le président de la République et le premier ministre évoluent à des niveaux différents : il n'est pas inutile de rappeler cette constante de la V^e République, qui permet de comprendre, pour une part, les relations entre M. Mitterrand et M. Rocard. Le chef de l'État survole au zénith l'Arc de triomphe, telle la patrouille de France. Le chef du gouvernement transpire



sur les Champs-Élysées en s'efforçant de faire marcher sa troupe au pas cadencé. Les « godillots » sont lourds dans le sac.

L'analyse des rapports au sein du couple exécutif procède, dans l'esprit de M. Mitterrand, du constat suivant : seuls le président de la République et l'Assemblée nationale disposent, en France,

d'une légitimité puisée dans le suffrage universel. Le premier ministre n'est que second : son existence ne tient qu'au président de la République qui le nomme, ou à la majorité parlementaire dont il est l'expression.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 5.)

La proclamation du résultat des élections mexicaines

La victoire douteuse de M. Salinas de Gortari

Après plus d'une semaine de tergiversations, les autorités mexicaines ont annoncé, le mercredi 13 juillet, que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), avait remporté les élections présidentielle et législatives. Le candidat du PRI, M. Carlos Salinas de Gortari, a obtenu 50,36 % des suffrages exprimés contre 31,12 % à M. Cuauhtémoc Cárdenas (coalition du centre et de la gauche) et 17,07 % pour M. Manuel Clouthier (Parti d'action nationale, PAN, droite).

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

La victoire du PRI est beaucoup plus nette à la Chambre des députés (249 sièges sur 300,

contre 31 au PAN, et à peine 20 sièges pour les quatre partis de la coalition de M. Cárdenas) et surtout au Sénat (60 sièges contre 4 à la gauche et aucun au PAN).

Il reste encore à répartir les 200 sièges à la Chambre selon le principe de la représentation proportionnelle (le parti au pouvoir ne peut pas avoir plus de 350 sièges sur 500). Comme le craignait l'opposition, qui n'a eu de cesse de dénoncer la fraude, preuves à l'appui, le taux de participation a été « ramené » à 50 % (19 millions d'électeurs ont voté sur les 38 millions inscrits) à la suite de la destruction volontaire de bulletins favorables à MM. Cárdenas et Clouthier.

Le jour du scrutin, les autorités avaient elles-mêmes vanté le civisme des Mexicains qui s'étaient déplacés en grand nombre pour participer à des élections

considérées comme « historiques » car elles devaient remettre en question le monopole du pouvoir exercé par le PRI depuis 1929. Tout le monde s'attendait donc à un taux de participation supérieur à celui de 1982, qui avait été relativement élevé (75 %).

De très nombreuses irrégularités ont été dénoncées par l'opposition : bourrages de urnes, manipulations informatiques ; « corrections » dans les procès-verbaux, etc.

Comme le disait avec humour un commentateur, les autorités ont « corrigé les décisions absurdes de la majorité ». Pour équilibrer les succès de M. Cárdenas dans la capitale et ceux de M. Clouthier dans le nord du pays, les « alchimistes » de la Commission fédérale électorale ont dû faire des « prodiges ».

Il est curieux en effet de voir que le PRI a obtenu 100 % des

voix dans certains bureaux alors que dans le bureau voisin il n'obtenait même pas la majorité absolue...

Quoi qu'il en soit, la victoire du PRI est très relative. M. Salinas, qui savait la partie difficile, espérait obtenir au moins 60 % — ses prédécesseurs avaient eu 68 % des voix en 1982, 86 % en 1970 et 89 % en 1964. Son score confirme donc l'accélération du déclin du PRI, en particulier dans la capitale, où l'opposition est en pleine croissance.

C'est précisément dans la capitale que la contestation des résultats risque de prendre de l'ampleur. Quelques heures avant la publication des résultats, l'opposition avait convoqué une manifestation dans les rues de Mexico. « Cuauhtémoc ! Cuauhtémoc ! »

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

« Répons » de Pierre Boulez à Avignon

Mécanique céleste dans une nuit d'été

La version définitive de Répons, promise pour cette année, était déjà connue depuis quatre ans... Mais il faut aller l'entendre dans le cadre superbe que lui offre le Festival d'Avignon.

La Montagne, célèbre par les chasseurs de casquettes de Tartarin et l'Élixir du Père Gaucher à Saint-Michel-de-Frigolet, est devenu un lieu légendaire depuis que Peter Brook l'a peuplée des créatures du Mahabharata, changeant ainsi les références littéraires au pays de Daudet...

Dans la même carrière de Boulbon, le Festival d'Avignon appelle aujourd'hui ses fidèles à fêter Pierre Boulez en présentant pendant huit soirées la « version définitive » de Répons.

Au terme d'une longue marche initiatique dans la poussière, on parvient en ce désert impressionnant où l'on s'attend à découvrir, creusés dans le roc, les tombeaux de quelques conquérants de

l'Asie. Sur le premier ressaut de ce grand cirque, une brève fanfare (écrite par Boulez pour l'inauguration du Musée Mémorial à Houston) semble héler des bords sauvages.

Mais sur l'aire de jeu règne le monstre ordinaire de la machine à X, associée aux musiciens de l'Ensemble Intercontemporain, sous un lacs de poutrelles métalliques portant des batteries de projecteurs et de haut-parleurs, tous alimentés par quatre puissants groupes électrogènes cachés dans la carrière voisine.

Paradoxe dans ce lieu que la présence de cette technologie avancée, amenée à prix d'or (grâce aux généreux mécènes de la Fondation Vuitton) pour offrir l'avant-garde musicale la plus sophistiquée au large public d'Avignon (quelque dix mille places proposées).

Après l'étonnant Dialogue de l'ombre double, où le clarinettiste (Alain Damien) tisonne

dans l'obscurité à la recherche de son moi dédoublé, de son passé restitué par la bande magnétique, en un jeu alerte et palpitant sous ses dehors un peu sursitaires, c'était donc, lundi, l'événement très attendu de Répons enfin intégral...

Prévu à l'origine pour durer quatre-vingt-dix minutes, ce « work in progress » était annoncé en Avignon pour cinquante-cinq minutes (la version précédente, en 1984, atteignait quarante-deux minutes). Finalement, les auditeurs de la Montagne ont eu droit à quarante-six minutes trente secondes de musique, mais sans une mesure nouvelle ! Interrogé sur la raison de cet allongement sans frais, le compositeur répondit avec humour : « La vieillesse ! Je prends mon temps, je suis à l'aise ; c'est le plaisir d'entendre se déployer de belles sonorités dans cette vaste enceinte en plein air. »

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

Deux policiers espagnols arrêtés

Ils sont soupçonnés d'appartenir au GAL.

PAGE 3

L'attaque du « City-of-Poros »

Confusion dans l'enquête.

PAGE 3

Le sauvetage de Rover

British Aerospace remet en cause le rachat de la firme automobile, à cause des exigences de Bruxelles.

PAGE 18

L'abandon de Laurent Fignon

« Je ne voulais pas galérer tous les jours. »

PAGE 6

Légion d'honneur

La promotion du 14 juillet.

PAGE 8

Chronique de 1789

La Société des Trente et l'opinion publique.

PAGE 2

Le Monde

LIVRES

■ Témoins et acteurs d'une époque macabre : Mircea Eliade et Eugène Ionesco. ■ L'étonnant Mr. Gloag. ■ Rod Jones ou les mots à dire. ■ L'année littéraire 1889. ■ Les philosophes français vus d'Allemagne. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech. ■ La chronique de Nicole Zand.

Pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve en page 18

LE MONDE diplomatique

Juillet 1988

LE PRIX DES ARMES

par CLAUDE JULIEN

Les États-Unis et l'URSS dépensent 1,5 milliard de dollars par jour pour leur défense. Le tiers-monde épuise ses maigres ressources en achats d'armement. L'absurdité de la situation pèse cependant moins lourdement dans la décision de mettre fin à cette folie que l'impossibilité pour les économies d'en supporter le poids. Claude Julien analyse les conséquences de cette prise de conscience sur les relations Est-Ouest.

NOIRS AMÉRICAINS

Les inégalités s'aggravent

Le phénomène Jesse Jackson constitue un tournant dans la vie politique aux États-Unis. Et pourtant, qui parle encore d'intégration des Noirs dans la société américaine ? Il existe certes parmi eux une minorité de riches, mais la classe moyenne « piétine » et, surtout, vingt ans de conservatisme à Washington n'ont fait qu'appauvrir plus encore les pauvres.

En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 255 F CFA ; Suède, 12,50 sh. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.



PHOTOS BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

GRÈCE : la tuerie à bord du « City of Poros »

Deux mystérieuses organisations revendiquent l'attentat

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

Trois jours après l'attaque contre le bateau de croisière grec *City of Poros*, la plus grande confusion règne à Athènes. Les revendications faites, le mercredi 13 juillet à Beyrouth par l'Organisation des martyrs de la révolution populaire en Palestine, unilatéralement (du nom du numéro deux de l'OLP tué en février à Limassol dans un attentat à la voiture piégée), sont prises au sérieux, mais elles demeurent très mystérieuses.

Selon cette organisation inconnue jusqu'ici, « l'unité du martyr Abou Jihad a mené une attaque éclair contre des dizaines de soldats américains et britanniques qui étaient à bord du *City of Poros*. Cette opération a été conduite en représailles des assassinats et attaques perpétrés par le gang criminel américain-jail en Palestine, en Liban et dans le Golfe, et en réponse à la campagne de soutien au crime juif du premier ministre britannique ».

Dans un communiqué séparé, dactylographié en arabe, le groupe revendique aussi l'explosion de la voiture piégée qui, selon la police grecque, a tué ses occupants, « en représailles des meurtres et assassinats organisés par le Mossad et les Américains, qui bénéficient de toutes les facilités en Grèce ». Selon ce communiqué, le commando a mené « une opération suicide devant le siège du club maritime et des nids d'espions du Mossad israélien et des services de renseignements américains, tuant plusieurs soldats et marins américains ».

Sur le bateau ne se trouvait cependant aucun soldat américain ou britannique et la voiture piégée a explosé devant la petite marina d'où est parti le *City of Poros*, à proximité d'un bâtiment qui n'abrite aucun établissement américain. Ces revendications ainsi que la tuerie avouée, donnent toutefois, selon certains observateurs, un peu de crédit à la thèse d'une opération menée par le groupe Abou Nidal.

non n'importe où. Cet attentat a été fait pour provoquer des troubles en Grèce ».

On s'interroge beaucoup à Athènes sur la raison de l'assassinat de ce procès. Le porte-parole du gouvernement, M. Hiriatis, a déclaré mercredi que « la procédure judiciaire interne devait être remplie avant qu'une requête d'extradition puisse être prise en considération ». Cela veut-il dire qu'une fois jugé et condamné pour faux passeport, le gouvernement grec acceptera l'extradition réclamée avec insistance par les États-Unis, ou qu'en contrepartie la condamnation couvrant en gros la détention déjà accomplie, le gouvernement expulsera Mohamed Rachid arrêté le 31 mai alors qu'il arrivait de Yougoslavie ?

Rassurer l'opinion

La thèse de l'attaque du bateau pour empêcher son extradition demeure en tout cas la plus couramment admise, bien que l'enquête dénote une certaine confusion. On n'est même plus d'accord ici sur le nombre de victimes, qui est revu officiellement de onze à neuf. De même l'identification des corps (dont la plupart sont à présent défilés) n'a pu avancer et on mentionne plus la présence parmi les victimes d'un Américain dont le nom avait pourtant été donné mercredi. La concurrence qui règne entre la police des ports qui dépend du ministère de la marine marchande, et la police nationale, a donné lieu à une grossière erreur dans la parution des photos envoyées à tous les postes frontières grecs. En effet, la jeune fille rencontrée avec l'un des terroristes jouant aux cartes sur le bateau n'était qu'une touriste française, Elisabeth Bismuth, qui serait au nombre des victimes. Elle aurait fait la connaissance du jeune homme sur le bateau. C'est la police des ports qui a diffusé cette photo.

On ne sait non plus très bien combien de terroristes sont recherchés. La police a fourni quatre photos

dont celle de Joannat Mohammed et Abdel Hamid l'une des deux autres est celle de la jeune touriste française mise hors de cause. Or Abdel Hamid pourrait avoir été tué dans l'explosion de la voiture Joannat Mohammed, qui serait le bras droit de Mohamed Rachid, était arrivé en Grèce le même jour que ce dernier.

Quoi qu'il en soit, les autorités grecques paraissent surtout soucieuses de rassurer l'opinion et le ministre du tourisme, M. Nicos Skoulas, a affirmé, mercredi, que son pays ne « restera pas les bras croisés devant le terrorisme international. Nous avons, a-t-il dit, la volonté et les moyens d'assurer que notre pays reste un lieu de vacances paisibles pour les étrangers et les Grecs ». M. Skoulas n'a pas précisé ces moyens, mais on indique de source informée que le conseil des ministres aurait décidé des mesures d'expulsion, pour de nombreuses personnes en situation irrégulière, et l'obtention de visas serait plus difficile. Le gouvernement pourrait, d'autre part, étudier une nouvelle loi antiterroriste. M. Skoulas a d'autre part déclaré que la Grèce allait lancer une campagne en coopération avec le secteur privé pour rassurer les étrangers inquiets. Une mesure jugée ici impérative puisque le tourisme a rapporté l'année dernière à la Grèce, selon le ministre, 3,5 milliards de dollars.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● Indemnisation des victimes de l'attentat. — Afin de bénéficier du régime d'indemnisation prévu par la loi du 9 septembre 1986, le ministre français de l'économie et des finances indique que les personnes de nationalité française victimes de l'attaque contre le bateau *City of Poros* doivent prendre contact avec les services du Fonds de garantie contre les actes de terrorisme en écrivant, directement ou par l'intermédiaire de leurs proches, au 64, rue Daubigny, 94307 Vincennes Cedex ou en téléphonant au 43-74-11-90.

L'avenir des bases militaires américaines

Le gouvernement dénonce l'accord de coopération avec Washington

ATHÈNES
de notre correspondant

Le gouvernement grec a notifié, le mercredi 13 juillet, aux États-Unis sa décision de mettre un terme à l'accord de coopération économique et de défense qui définit le statut des bases militaires américaines en Grèce. Cette notification est conforme à l'article 12 du traité signé en 1983 par les deux pays, pour une période de cinq ans. Aux termes de cet accord, les Américains disposent, maintenant, à compter de janvier 1989, d'un délai de dix-sept mois pour démonter leurs installations : quatre bases principales — deux près d'Athènes et deux autres en Crète — et vingt sites auxiliaires à travers le pays où sont stationnés plus de cinq mille militaires américains.

Cette décision n'est pas une surprise. Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, avait plusieurs fois déclaré, notamment au Parlement, qu'il ne souhaitait pas une reconduction pure et simple de l'accord bilatéral mais renégocier entièrement le traité. On pensait, toutefois, que la Grèce allait annoncer sa décision le 25 juillet, à l'occasion de la huitième séance de discussions avec les États-Unis.

Pour l'administration américaine, le renouvellement de cet accord est une question « technique ». Athènes, en revanche, désire que les nouveaux textes prennent en compte les « intérêts supérieurs » de la sécurité du pays, notamment en mer Egée, face à la Turquie. Si les deux pays parviennent à s'entendre sur la maintenance des bases, M. Papandréou s'est engagé à soumettre l'accord à un référendum, avant d'être paraphé. « C'est le peuple qui décidera », a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Sotiris Costopoulos.

A Washington, M. Philipps Oakley, porte-parole du département d'État, a déclaré mercredi que les États-Unis n'étaient pas surpris de la décision d'Athènes. « Nous attendons depuis longtemps cette étape de la procédure, le gouvernement grec ayant indiqué, en ratifiant le traité de coopération en 1983, qu'il y mettrait formellement un terme à son expiration au bout de cinq ans, a-t-il déclaré ».

On pense à Athènes que le nouveau traité entraînera l'évacuation d'une des quatre grandes bases militaires américaines. Probablement celle d'Elfenon.

THÉODORE MARANGOS.

POLOGNE

M. Gorbatchev fait un vibrant éloge du général Jaruzelski

Au troisième jour de sa visite en Pologne, Mikhaïl Gorbatchev a été accueilli, le mercredi 13 juillet par des applaudissements polis aux chantages navals de Szczecin. Quelque deux mille deux cents ouvriers ont écouté, sans manifestations d'enthousiasme, son plaidoyer réformiste prononcé dans l'enceinte des établissements Adolf Warski, sur la Baltique. L'entreprise avait été en 1980 l'un des trois foyers des grèves qui avaient conduit à la formation de Solidarité. Assez nerveux, mais parlant presque sans notes, M. Gorbatchev n'a fait aucune allusion au syndicat interdit en 1982 et a préféré le terme de « solidarité » pour rendre hommage à la participation des ouvriers à la « perestroïka ».

« Si les dirigeants soviétiques et polonais savent qu'ils n'ont pas le soutien des travailleurs, ils ne pourront entreprendre les réformes exigées par le renouveau », a déclaré M. Gorbatchev.

Plus tard, dans une interview accordée à la télévision polonaise, le dirigeant soviétique — plus encore que les jours précédents — a fait un vibrant éloge du général Jaruzelski — l'homme qui instaura la loi martiale et interdit Solidarité en 1981. Il l'a appelé « mon très grand ami », en ajoutant : « Vous avez beaucoup de chance d'avoir un tel homme en cette étape compliquée de l'histoire polonaise : un homme d'une haute moralité, doté de grandes capacités

intellectuelles, dévoué à son pays, et qui est, par ailleurs, un grand internationaliste ».

Seule fausse note d'importance dans la journée : le déclenchement mercredi matin d'un mouvement de grève aux aciéries de Silesia Wola, dans le sud-est de Pologne. Un millier d'employés du bureau de recherche de l'établissement, dont l'effectif total est de 18 000, occupent toujours en fin d'après-midi leurs lieux de travail, encerclés par les forces de l'ordre. Les grévistes réclament la réintégration de sept de leurs camarades — tous des militants de Solidarité — aux postes qu'ils occupaient avant d'être licenciés à l'issue de débrayages en avril dernier. (AFP, Reuter)

ESPAGNE : soupçonnés d'être liés au GAL

Deux policiers sont arrêtés et incarcérés

MADRID
de notre correspondant

Pour la première fois, deux responsables de la police espagnole se retrouvent sous les verrous dans leur pays, accusés de complicité avec le Groupe antiterroriste de libération (GAL), formé pour lutter clandestinement contre l'ETA, et qui a assassiné vingt-trois Basques espagnols en territoire français. Après plusieurs mois d'une enquête souvent mouvementée, qui a provoqué de sérieuses tensions entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, le juge d'instruction Baltasar Garçon a ordonné le mercredi 13 juillet l'incarcération immédiate du sous-commissaire José Amado et de l'inspecteur Michel Dominguez. Il a également demandé leur inculpation à l'Audiencia nacional, la juridiction de Madrid chargée des délits de terrorisme. Les deux hommes avaient auparavant été interrogés durant cinq heures par M. Garçon, et s'étaient refusés à répondre à la plupart de ses questions.

La décision du « petit juge » de Madrid a mis en émoi les milieux politiques espagnols. M. Jorge Argote, défenseur des deux policiers et avocat habituel du ministère de l'Intérieur, a immédiatement accusé M. Garçon de partialité. Quant aux responsables du ministère, ils se sont contentés d'affirmer qu'ils « respectaient les décisions de la justice ».

Les deux policiers ont été suspendus de leurs fonctions. Il y a longtemps déjà que le nom du sous-commissaire de Bilbao José Amado était cité, tant au nord qu'au sud des Pyrénées, en rapport avec le GAL. Dès 1986, les premières révélations à ce sujet étaient apparues dans la presse espagnole. Elles allaient rapidement prendre consistance, les soupçons se concentrant sur un voyage effectué par deux mystérieux policiers espagnols le 31 janvier et le 1^{er} février 1986 à Lisbonne.

Les deux hommes remontaient alors deux « recruteurs » habituels du GAL : l'un de nationalité française, Jean-Philippe Labade (qui sera condamné en mars dernier par le tribunal de Pau à la réclusion à perpétuité), l'autre de nationalité portugaise, Mario Correia da Cunha, qui après son arrestation, n'hésitera pas à « se mettre à table » devant la justice de son pays. Labade et Correia da Cunha mettaient les deux visiteurs espagnols en

contact avec trois mercenaires disposés à participer, moyennant rémunération, à la lutte clandestine contre l'ETA en France.

L'un des deux Espagnols commet toutefois une grave erreur : celle de régler ses dépenses à Lisbonne avec une Carte bleue, au nom de José Amado. Un autre élément viendra renforcer les soupçons contre le sous-commissaire : les déclarations à la justice française d'un des trois « volontaires » recrutés dans la capitale portugaise, Paulo Fontes, qui sera arrêté quelques jours plus tard, à Bayonne après un attentat. Fontes déclare avoir voyagé, avec les deux autres mercenaires, de Lisbonne à l'un après l'autre des principaux responsables du ministère de l'Intérieur à Madrid. Ces derniers décident de « couvrir » totalement MM. Amado et Dominguez. Le directeur général de la police déclare même que les deux hommes ont voyagé à Lisbonne avec l'accord de leurs supérieurs et en faisant usage des « fonds réservés » du ministère de l'Intérieur.

La justice française intervient

D'autres membres du GAL arrêtés en France impliquent alors à leur tour le sous-commissaire Amado : Pierre Frugoli, d'abord, qui sera condamné pour l'attentat contre le bar Monbar de Bayonne, puis Mohamed Talbi, qui avait participé à la première action du GAL, l'enlèvement d'un ressortissant espagnol, Segundo Marey. Tous deux affirment avoir été eux aussi recrutés par le sous-commissaire de Bilbao.

Devant ce faisceau d'indices, la justice française intervient. Un juge de Bayonne, M. Christophe Seys, se rend en novembre 1987 à Madrid où, grâce à une commission rogatoire, il peut interroger M. Amado. Le 1^{er} décembre, il lance contre le sous-commissaire un mandat d'arrêt international, qui sera suivi en janvier 1988 d'un deuxième, déposé cette fois par le juge Philippe Cavellier. L'Espagne n'extradant pas ses nationaux, M. Amado ne sera pas remis à la justice française, mais la justice espagnole, à son tour, se penche sur son cas.

Chargé du dossier, le juge Francisco Castro interroge le suspect, puis se rend à Bayonne où il s'entretient avec plusieurs membres du GAL incarcérés. Le 5 janvier, il

requiert à l'Audiencia nacional l'inculpation de M. Amado. Sans succès. Il lui est demandé d'approfondir d'abord l'enquête. Ce qu'il fait, avant de réitérer sa requête le 6 février. La réponse est à nouveau négative : l'Audiencia nacional considère qu'il n'existe contre le sous-commissaire que des « soupçons », mais pas d'indices, sans s'étendre sur le sens d'une telle distinction sémantique.

Succédant dans ses fonctions à M. Castro, le nouveau juge, M. Baltazar Garçon, décide malgré tout de reprendre et d'approfondir le dossier. Il voyage à son tour à Bayonne début mai et commence à interroger l'un après l'autre les principaux responsables du ministère de l'Intérieur à Madrid. Ces derniers décident de « couvrir » totalement MM. Amado et Dominguez. Le directeur général de la police déclare même que les deux hommes ont voyagé à Lisbonne avec l'accord de leurs supérieurs et en faisant usage des « fonds réservés » du ministère de l'Intérieur.

L'enquête commence alors à provoquer un sérieux conflit entre la justice et le gouvernement, lorsque le juge Garçon demande de nouvelles informations sur lesdits « fonds réservés ». Le ministre de l'Intérieur, M. José Barrionuevo, répond par écrit au magistrat le 28 juin, en affirmant qu'il a donné l'ordre à ses subordonnés, « au nom du gouvernement », de ne fournir aucune information à la justice sur les « fonds réservés », dont la nature implique par définition, précise-t-il, la discrétion. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, approuve alors publiquement son ministre.

Mais le juge Garçon réitère sa requête, affirmant que la nature des « fonds réservés » ne peut pas être invoquée pour permettre leur utilisation à des fins délictueuses, et évoquant une possible inculpation du ministre pour refus de collaborer avec la justice. La nouvelle réponse du ministre, démentant toute utilisation des « fonds réservés » pour financer les activités du GAL, ne parviendra au juge que le 12 juillet. Sans conviction, de toute évidence, son destinataire, qui n'a pas hésité à vingt-quatre heures plus tard à impliquer pour la première fois directement des membres de la police espagnole dans les activités du GAL.

THERRY MALINIAK.

RFA : reprise du procès Hamadé

Controverse sur l'âge de l'accusé

BONN
de notre correspondant

Quel âge a donc Mohamed Hamadé, le jeune terroriste libanais dont le procès a repris le mercredi 13 juillet devant la cour d'assises des mineurs de Francfort ? La confusion s'est encore accrue sur ce point capital, qui détermine la compétence de la juridiction devant laquelle il est actuellement traduit. Le cœur se trouve maintenant devant trois versions contradictoires : le passeport qu'il portait sur lui lors de son arrestation en janvier 1987 indiquait qu'il était né le 13 août 1964 mais, au cours de l'interrogatoire, un acte de naissance en provenance du Liban le faisait paraître au moins quatre ans plus tard. La vérité se situera-t-elle plus tard, la vérité se situera-t-elle maintenant quelque part entre ces deux dates, l'accusé ayant déclaré être « un ou deux ans plus jeune que ne l'indiquent ses papiers ».

Les parents l'auraient déclaré à l'âge civil plus âgé qu'il n'était en réalité pour pouvoir bénéficier des prestations sociales, une pratique courante dans les milieux deshérités de la capitale libanaise.

Mohamed Hamadé s'est montré beaucoup plus disert devant la cour que lors de la première audience (le Monde du 7 juillet). S'il refuse toujours de s'exprimer sur le sujet de la principale accusation pesant sur lui, la participation au détournement du Boeing de la TWA en juin 1985, il a en revanche reconnu avoir introduit à deux reprises des explosifs en République fédérale. « La première fois, a-t-il dit, j'ai réussi, la deuxième fois, j'ai été arrêté ».

L'accusé a longuement parlé de son enfance et de son adolescence dans ce Liban qu'il n'a quasiment jamais vu en paix et où « chacun avait l'impression d'être déjà mort dans son corps en vie ». Originaire du Liban sud, sa famille, qui ne comptait pas moins de onze enfants, s'était réfugiée devant les Israéliens pour se réfugier à Beyrouth. Il fréquentait l'école jusqu'en 1978, apprenant la mécanique jusqu'à ce que la guerre civile rende impossible la poursuite des études. L'enfant est alors entraîné dans la spirale de la violence. Ses frères et lui-même ont été « contraints de se battre pour renverser un système injuste ». Mohamed Hamadé raconte alors comment la police libanaise a détruit la petite maison que ses

parents avaient réussi à acquérir dans une banlieue de Beyrouth, « sans eau potable et qui n'existait pas pour le gouvernement ». Un de ses frères a été tué et lui-même a été blessé à la tête par une balle, ce qui lui cause encore des étourdissements.

Interrogé sur son appartenance religieuse, Mohamed Hamadé a déclaré : « Je suis musulman, c'est tout. La religion, c'est de la politique et la politique, c'est de la religion ». Il a d'autre part affirmé ne pas accepter la distinction entre l'islam chiite et l'islam sunnite et s'est rétracté à l'audience de ses aveux d'appartenance à une organisation extrémiste chite des Hezbollah (fous de Dieu). « Les policiers m'ont menacé. Si je n'avais pas mon appartenance au Hezbollah, on allait m'extrader vers les États-Unis. Alors j'ai signé... ». Le procès devrait se poursuivre jeudi mais l'audition des témoins est décalée de l'avis de la TWA au comment montera pas avant le mois de septembre.

LUC ROSENZWEIG.

● Attentat de l'IRA contre une caserne britannique. — L'IRA a revendiqué, le mercredi 13 juillet à Dublin, l'attentat à la bombe commis quelques heures plus tôt contre une caserne de l'armée britannique du Rhin à Duisbourg en RFA. Neuf soldats britanniques ont été légèrement blessés. L'IRA avait reconnu être l'instigatrice du double attentat, le 1^{er} mai aux Pays-Bas contre des soldats britanniques en permission. L'un d'eux avait été tué dans une fusillade, deux autres par l'explosion de leur voiture. — (AFP.)

● Mort d'un ancien proche de Hitler. — L'ex-officier SS Richard Schulz-Kossens, ancien aide de camp d'Adolf Hitler et l'un des derniers membres encore vivants de l'état-major du Führer, est mort, le dimanche 3 juillet, à Düsseldorf. Il était âgé de soixante-troize ans. Richard Schulz-Kossens avait commencé sa carrière comme secrétaire particulier du ministre des affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop. Il fut nommé auprès de Hitler en août 1941 et resta à ce poste jusqu'en décembre 1944. — (AFP.)

Afrique

La réunion quadripartite de New-York

L'Afrique du Sud, l'Angola, Cuba et les Etats-Unis ont approuvé les principes d'un règlement

L'Afrique du Sud, l'Angola, Cuba et les Etats-Unis ont, pour la première fois, fait un pas tangible vers le retour à la paix en Afrique australe, en approuvant, le mercredi 13 juillet, à New-York, un document de base intitulé « Principes pour un règlement pacifique en Afrique australe ».

« Les discussions se sont déroulées dans un esprit constructif et ont été positives et productives », précise le communiqué commun. Les quatre délégations sont convenues que « le prochain objectif des négociations était de trouver des principes de base en accord pour un règlement global », et, pour ce faire, d'« accélérer davantage le rythme de leurs travaux ». Elles ont « tombé d'accord pour se rencontrer à nouveau au cours de la première semaine d'août au niveau des experts de haut niveau ».

Les quatre pays avaient repris, le lundi 11 juillet, sur l'île du Gouverneur, à New-York, leurs négociations entamées il y a deux mois à Londres et qui ont donné lieu depuis à deux autres séries de pourparlers, à Brazzaville et au Caire. L'accord réalisé, estiment les observateurs, constitue un succès personnel pour le chef de la délégation américaine, le secrétaire d'Etat, et, pour le chef de la délégation angolaise, M. Chequer Crocker, qui s'efforçait depuis plusieurs années de trouver une issue au conflit en Afrique australe.

Comme lors des discussions tenues récemment au Caire, un observateur soviétique — un diplomate en poste à Washington, M. Leonid Saloukov — a maintenu le contact avec les négociateurs. Lors d'une conférence de presse, M. Crocker a indiqué qu'il y avait une communauté croissante de vues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ajoutant que c'était là un « facteur important » pour les négociations.

Selon des sources diplomatiques africaines, deux documents de travail se trouvaient sur la table des négociations : l'un anglais en dix points et l'autre sud-africain en seize points. Ce dernier proposait le retrait de la moitié du contingent

militaire cubain (quarante-cinq mille hommes) stationné en Angola, en six semaines, et l'autre moitié sur une période un peu plus longue. En dépit des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Afrique du Sud, on le sait, continue de contrôler la Namibie et lie l'octroi de l'indépendance à ce territoire au départ des forces cubaines de l'Angola.

A cet égard, M. Crocker a souligné que des « obstacles importants » demeuraient, parmi lesquels le calendrier de retrait du corps expéditionnaire cubain. A son avis, « il ne faut ni sous-estimer ni surestimer les résultats de l'accord de New-York, qu'il a défini comme « un ensemble de principes » destiné à servir de « contour » pour élaborer des éléments d'un « accord vérifiable », qui ne devra se faire au détriment d'aucune des parties concernées.

« L'Angola pourrait rendre plus souple le calendrier de retrait des forces cubaines de son territoire, à condition que sa souveraineté et son intégrité territoriale soient respectées », a noté le ministre angolais des affaires étrangères, M. Alfonso Van-Dunem M'Binda, en visite en Yougoslavie. De son côté, le général Dos Santos Franca, chef de la délégation angolaise et commandant en chef de l'armée, a affirmé, lors d'une conférence de presse, qu'il fallait désormais éviter que des « actions » remettent en cause les progrès accomplis dans les négociations. Il faisait ainsi allusion aux graves incidents militaires qui avaient, pour la première fois, opposé les troupes cubaines et sud-africaines, dans le sud de l'Angola, il y a une dizaine de jours, près du barrage de Caluque.

Pour ce qui concerne le problème des forces de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, en lutte contre le régime de Luanda, le général Dos Santos Franca a estimé que l'arrêt des aides extérieures à ce mouvement ramènerait le conflit à des dimensions internes angolaises. M. Crocker a, toutefois, noté que le meilleur moyen d'arriver à un accord n'était pas de jeter l'exclusivité sur l'une des parties au conflit dès le début des négociations.

SOMALIE : les combats dans le nord du pays

Un pilote de Mig-17 demande l'asile politique à Djibouti

Djibouti. — Le pilote somalien d'un Mig-17, le lieutenant-colonel Ahmed Mohammad Hassan, qui s'était abîmé, le mardi 12 juillet, dans les eaux territoriales de la République de Djibouti, a demandé aux autorités djiboutiennes de lui accorder l'asile politique. Le pilote, qui a été secouru par des pêcheurs dans le golfe de Tadjourah, a été confié à la délégation du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui se chargera de lui trouver un pays d'accueil.

Le lieutenant-colonel Hassan, selon des sources militaires djiboutiennes autorisées, a affirmé, lors de son interrogatoire, qu'il avait pris la décision de « déserter » car, ayant reçu l'ordre de bombarder la partie d'Hargeisa (nord de la Somalie) abandonnée par l'armée, il ne voulait pas exécuter une « mission dont le caractère militaire ne lui apparaissait pas ». « Je refuse de bombarder des populations civiles, des vieillards », a-t-il déclaré.

En outre le pilote somalien, il aurait rebrousse chemin en prétextant des ennemis mécaniques. Réprimandé, il aurait dû de nouveau décoller pour aller bombarder Hargeisa, en compagnie d'un autre Mig-17 qui, lui, a accompli sa mission. Il aurait alors largué dans le désert ses deux bombes de 100 kilos avant de s'abîmer en mer.

Cette désertion met en lumière les affrontements meurtriers qui opposent, depuis plus de six semaines, les troupes gouvernementales aux forces du Mouvement national somalien (MNS), qui luttent pour renverser le régime du président Mohamed Siyad Barre, qui, à leur avis, exploite les populations du nord du pays au profit de celles du sud.

Selon divers témoignages, Hargeisa, la capitale du Nord, serait contrôlée par les maquisards du MNS, sans l'aéroport et un centre de réparations militaires. Les forces somaliennes seraient retranchées dans le port de Berbera, où leur commandant en chef, le général Mohammed Said Hiri, « Morgan », aurait transféré son quartier général.

d'Hargeisa détruit dès les premières heures de l'offensive du MNS. Les maquisards du MNS seraient à proximité immédiate de Berbera, notamment dans la région montagneuse de Sheikh, d'où elles harcèlent les forces régulières. Dans un communiqué rendu public à Londres mercredi, le MNS affirme qu'il « a progressé » ces trois derniers jours dans la bataille pour Berbera, et que ce port, situé sur le golfe d'Aden, devrait tomber « très prochainement ».

60 000 réfugiés depuis juin

Depuis le mois de juin, plus de 60 000 personnes, selon des sources d'organismes spécialisés, ont quitté le nord de la Somalie pour trouver refuge en Ethiopie, notamment dans la région de Jijiga. Chaque jour, plus de mille personnes démunies de tout, indiquent ces sources, traversaient la frontière dans cette région désertique, sans eau, où la température en cette saison dépasse régulièrement 40 °C.

Une autre source d'information est le sort des réfugiés éthiopiens — plus de 300 000, selon les chiffres officiels — qui se trouvaient dans les camps installés dans le nord de la Somalie, et notamment dans la région d'Hargeisa. Ces réfugiés dépendent entièrement de l'aide extérieure, qui a désormais cessé d'arriver dans la région. — (AFP, Reuters).

● MOZAMBIQUE : seize morts dans un massacre. — Un groupe d'une cinquantaine de guérilleros de la résistance nationale du mozambicain (RENAMO) est responsable du massacre dans lequel seize personnes ont trouvé la mort et soixante et onze autres ont été blessées, près de Beira (centre du pays), le samedi 9 juillet, vient d'indiquer l'agence mozambicaine de presse (AIM). Ce groupe d'hommes, vêtus de vêtements civils, mais portant des casques de type militaire, s'était introduit dans un festival organisé à l'intérieur et avait ouvert le feu sur les participants. — (AFP).

Amériques

NICARAGUA : après l'expulsion de l'ambassadeur des Etats-Unis

Le Sénat américain menace Managua d'une reprise de l'aide à la Contra

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Sénat a voulu marquer son irritation après l'expulsion par le Nicaragua de sept diplomates américains, accompagnés de diverses mesures répressives sur le plan intérieur. A une écrasante majorité (91 voix contre 4), les sénateurs ont adopté, le mercredi 13 juillet, une résolution condamnant en termes sévères les récentes initiatives du régime sandiniste, et approuvant la décision prise par le président Reagan d'expulser à son tour des Etats-Unis huit diplomates nicaraguayens.

Non content d'élever la voix, le Sénat a aussi menacé de donner, ou plutôt de redonner, des armes aux combattants antisandinistes de la Contra : « Les sandinistes doivent comprendre que des violations flagrantes [des engagements pris dans le cadre du plan Arias] et des droits

du peuple nicaraguayen pourraient conduire le Congrès à considérer une nouvelle aide humanitaire et toute autre assistance appropriée, y compris militaire » (destinée aux « contras »), indique la résolution.

Mais ce n'est encore là qu'un avertissement sans frais. Le leader de la minorité républicaine, le sénateur Robert Dole, avait, lui, annoncé un peu plus tôt son intention de déposer un projet d'aide militaire, pour un montant de 20 millions de dollars. Mais à supposer qu'un projet de ce genre puisse être adopté par le Sénat, rien n'indique que la Chambre des représentants, beaucoup plus hostile à toute aide à la Contra et beaucoup plus massivement démocrate, soit disposée à revenir à brève échéance sur ses décisions du printemps.

Les dirigeants démocrates, mis en position inconfortable par les initiatives du président Daniel Ortega, ne

peuvent qu'exprimer leur mécontentement — d'autant que de nouveaux signes de durcissement sont venus mardi de Managua, où un dirigeant de l'opposition a été arrêté. Mais certains parmi les plus influents, comme le speaker de la Chambre Jim Wright, ne semblent pas souhaiter aller très au-delà.

L'administration, elle, profite évidemment des circonstances, mais ne paraît pas encore décidée à s'engager à fond dans la bataille. Le président Reagan, interrogé par des journalistes, a déclaré qu'il était, bien sûr, favorable à une reprise de l'aide militaire. Cependant certains représentants de l'administration eux-mêmes semblent douter que cela soit possible.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Managua, M. Richard Melton, qui vient d'être expulsé, est, pour sa part, apparu dans la salle de presse de la Maison Blanche pour expliquer que, à son avis, le durcis-

sement actuel du régime sandiniste était une démarche désespérée destinée à tenter de faire face à une situation économique de plus en plus catastrophique.

De son côté, l'ambassadeur du Nicaragua à Washington, M. Tannemann, avait, en principe, jusqu'à jeudi soir pour quitter les Etats-Unis. Mais M. Tannemann étant également accrédité auprès de l'Organisation des Etats américains, dont le siège est à Washington, le Nicaragua fait valoir que les Etats-Unis n'ont pas le droit de l'expulser : une réunion de l'OEA devait se tenir jeudi à ce sujet, juste avant l'expiration du délai consenti à l'ambassadeur pour partir. Que se passera-t-il s'il refuse d'obtempérer, a-t-on demandé au président Reagan ? Réponse : « Il va avoir une grosse surprise... »

JAN KRAUZE.

MEXIQUE : la proclamation des résultats des élections

La victoire douteuse de M. Salinas de Gortari

(Suite de la première page.)

La foule scandait le prénom de M. Cardenas, qui est devenu en quelques mois l'homme politique le plus populaire du Mexique malgré sa défaite apparente aux élections. Les manifestants de tous âges et de toutes classes agitaient des drapeaux rouges ou verts des quatre partis de la coalition en faveur de M. Cardenas (Front cardéniste, de Reconstruction nationale, Parti populaire socialiste, Parti authentique de la révolution mexicaine, et Parti mexicain socialiste).

A l'arrivée de M. Cardenas, qui participait à une réunion dans un hôtel avec les représentants de quatre partis et d'une vingtaine d'organisations décidées à contester les résultats des élections, les manifestants redoublèrent d'ardeur dans leurs slogans. Debout sur une camionnette qui bloquait la grande avenue Reforma, en plein centre ville, M. Cardenas s'est engagé à ne pas accepter un « gouvernement usurpateur », et à « défendre la volonté populaire ».

« Nous nous battons dans le cadre de la loi et sans recourir à la violence », a-t-il ajouté. Nous luttons contre un appareil très puissant et nous devons faire attention à ne pas répondre aux provocations.

La veille, les dirigeants politiques de la coalition avaient lancé un appel « aux paysans, aux ouvriers, aux fonctionnaires responsables, aux patrons nationaux, aux soldats et à la jeunesse pour qu'ils se joignent à cet effort final pour la restauration de la République et la sauvegarde du régime constitutionnel ».

« Conduira à la victoire » aura lieu samedi 16 juillet à Mexico. La semaine prochaine, M. Cardenas entreprendra une campagne de mobilisation dans les autres villes du pays, en particulier dans les régions où la fraude a été très importante.

« Dénoncer la fraude »

Sans qu'il y ait d'accord formel avec la gauche, le candidat conservateur du PAN, M. Clouthier, mène une campagne simi-

laire. Dès mardi, il a prouvé qu'il avait l'intention de jouer un rôle dans ce qu'il appelle la « résistance civile active et pacifique » pour forcer les autorités à annuler le résultat des élections. « Nous allons, a-t-il déclaré, faire acte de présence à toutes les manifestations officielles pour dénoncer la fraude ».

Joignant le geste à la parole, il a pris la tête d'une manifestation pour aller interpellier le président de la République en exercice, M. Miguel de La Madrid, qui participait à une cérémonie officielle. Les choses ont failli mal tourner lorsque M. Clouthier et ses partisans se sont fait bousculer par un service d'ordre présidentiel très nerveux.

Cet incident prouve que, malgré le calme apparent, les risques de violence sont réels, même si jusqu'à présent les autorités et le PRI sont restés sur la défensive, évitant de jeter de l'huile sur le feu par des déclarations triomphalistes, comme celles que firent certains dirigeants du parti au lendemain des élections.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Proche-Orient

Après les nouveaux revers militaires de l'Iran

M. Rafsadjani annonce de « sérieux changements » dans la politique de défense de Téhéran

L'Iran a décidé d'opérer de « sérieux changements dans ses plans militaires » et « quelques changements dans l'organisation des forces armées », a annoncé le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsadjani, dans un entretien diffusé par Radio-Téhéran. M. Rafsadjani, qui est aussi commandant en chef des forces armées par intérim, n'a pas fourni de détails sur les changements envisagés.

Il a de nouveau expliqué le retrait des troupes iraniennes de Halabja, dans le Kurdistan irakien, par des « conditions nouvelles de la guerre ». Il a ajouté : « Nous ne nous attendons pas que certains événements récents se produisent. Tout ce qui a eu lieu [ces derniers mois] n'était pas conforme à nos plans », démentant ainsi implicitement les informations concernant un accord tacite avec l'Irak en vue d'un désengagement des troupes sur la frontière internationale. Le président du Parlement s'est ensuite interrogé : « Serions-nous capables d'écourter cette guerre en prenant quelques mesures ? Ce serait merveilleux, mais si nous ne le pouvons pas, nous devons nous préparer à une guerre de longue durée pour atteindre nos objectifs ».

Sur le terrain, l'armée irakienne a occupé la localité irakienne de Dehloran (Sud-Ouest) dans sa progression sur territoire iranien, à l'annonce, mercredi soir, d'un officier supérieur irakien. Il a indiqué que l'occupation de Dehloran avait suivi immédiatement la libération, mardi, de la région de Zoubaidate, qu'occupaient les troupes iraniennes.

L'officier supérieur a précisé que le président irakien Saddam Hussein, qui a supervisé et commandé l'offensive irakienne qui a permis la libération de Zoubaidate, a donné des instructions aux forces irakiennes de « rétablir les résul-

tats de cette opération, de développer la stratégie militaire irakienne pour anéantir l'ennemi et ne pas lui permettre de battre en retraite ».

L'officier a toutefois ajouté que, toujours en accord avec les instructions du président Saddam Hussein, la progression de l'armée irakienne en Iran et l'occupation de la ville de Dehloran n'allaient pas être de longue durée et qu'elle était destinée uniquement à « anéantir les concentrations iraniennes dans ces zones ».

Il a par ailleurs indiqué que 20 000 Iraniens sur les 30 000 engagés dans ce secteur ont été tués ou blessés et 5 055 faits prisonniers au cours de cette opération.

A Montréal, le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), convoqué en réunion extraordinaire à la demande de l'Iran, paraissait s'acheminer, mercredi soir, vers la constitution d'une commission d'enquête internationale pour faire toute la lumière sur la destruction de l'Airbus d'Iran Air par la marine américaine dans le Golfe et la mort des deux cent quatre-vingt-neuf personnes à bord.

L'un des représentants de l'Iran, M. Hassan Shafiq, a précisé les demandes iraniennes : condamnation des Etats-Unis pour avoir fait usage d'armes contre un avion civil, formation d'une commission ad hoc pour enquêter sur les aspects légaux et techniques de la destruction de l'Airbus.

Pour sa part, le chef de la délégation américaine, M. Richard Williamson, secrétaire d'Etat adjoint chargé des organisations internationales, a affirmé que « l'accident » de l'Airbus iranien ne devait pas être isolé du contexte de la guerre Iran-Irak et de l'insécurité qu'elle fait régner dans le Golfe, notamment en raison des attaques iraniennes sur des navires américains et neutres. — (AFP).

L'hypocrisie morale d'une telle initiative », déclare M. Klein.

● Un soldat israélien et trois fedayins tués au sud du Liban. — Un soldat israélien et trois membres d'un commando anti-irakien ont été tués, le mercredi 13 juillet, au cours d'un accrochage au nord de la zone de sécurité contrôlée par Israël aux abords du village de Kawkaba, au nord-ouest de la localité de Rachaya, dans le sud-est du Liban.

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien blessé lundi à Naplouse, en Cisjordanie, par les tirs des soldats israéliens est décédé mercredi des suites de ses blessures. Un autre Palestinien de Naplouse, âgé de dix-sept ans, blessé d'une balle à la poitrine dimanche, avait succombé dans le même hôpital quelques heures plus tôt. — (AFP).

Le « mal élu »

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Logiquement, M. Carlos Salinas de Gortari avait tout pour gagner cette élection : brillant économiste, formé à Harvard, fils d'un homme politique connu, ministre du plan dans le gouvernement précédent, et quarante ans à peine. De plus, M. Salinas a des idées : il veut « moderniser », dit-il, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), cet énorme appareil bureaucratique qui se confond avec le gouvernement et étend ses ramifications dans tous les secteurs de la vie mexicaine. Il veut encore, ajoute-t-il, « démocratiser » la vie politique. Pour cela, M. Salinas de Gortari s'est entouré de technocrates qui s'efforcent d'essayer de mettre à l'écart les « dinosaurs » du parti. Car il veut aussi « rester à l'écoute des Mexicains », connaître leurs besoins, a-t-il expliqué à qui voulait l'entendre en parcourant le pays pendant des mois.

Pourtant, curieusement, son équipe et lui-même ne se rendent pas compte de la distance qui s'est établie, avec les années, entre le parti et les millions de Mexicains « invités » à venir l'écouter. Le courant ne passe pas et le raisonnement est simple : les Mexicains veulent un changement, et M. Salinas leur promet à nouveau la même chose. Avec une circonstance aggravante même, puisqu'il se tient responsable de l'appauvrissement provoqué par la politique économique libérale qu'il a menée au cours des années précédentes et qu'il entend poursuivre. Comme son prédécesseur, il s'est engagé en effet à payer l'énorme dette extérieure au lieu d'exiger une renégociation avec les pays créanciers, et de consacrer les ressources à la relance économique exigée par la population.

Les vieilles recettes du parti

Dans les dernières semaines de la campagne électorale, l'entourage de M. Salinas s'est rendu compte que le PRI se dirigeait vers la catastrophe : il avait mal évalué la popularité de son adversaire, M. Cardenas. Les technocrates ont alors décidé de recourir aux vieilles recettes éprouvées du parti : pressions de toutes sortes, corruption de fonctionnaires, fraudes.

M. Salinas est-il d'accord avec ces pratiques qu'il voulait, disait-il, éliminer une fois pour toutes ? Ceux qui le connaissent bien disent qu'il est sincère dans son désir d'en finir avec la fraude et la corruption. Il est vrai qu'il a déjà prouvé en faisant savoir au syndicat des ouvriers du pétrole qu'il supprimerait la commission syndicalement remise à cette organisation sur tous les achats de matériel effectués par la société nationale pétrolière (PEMEX). Cet engagement lui a d'ailleurs coûté les voix des membres de ce syndicat. Mais curieusement, depuis le 6 juillet, M. Salinas n'a pas daigné répondre aux accusations de l'opposition qui lui reprochait de fermer les yeux sur les méthodes utilisées pour lui permettre d'arriver à la présidence de la République... — (AFP).

B. D.L.G.

En Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou reproche au gouvernement de tarder à rétablir l'état de droit

« Le gouvernement français ne peut pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie », a déclaré M. Tjibaou, chef du mouvement indépendantiste, lors d'une conférence de presse à Nouméa, le mercredi 13 juillet. M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste. Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Nouméa, le mercredi 13 juillet.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

Il a également souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

M. Tjibaou a souligné que le gouvernement français ne pouvait pas continuer à faire l'impasse sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, et a appelé à un dialogue avec le mouvement indépendantiste.

sadeur des Etats-Unis

reprise de l'aide à la Contra

Le président américain Ronald Reagan a annoncé mardi qu'il allait reprendre l'aide à la Contras, les combattants nicaraguayens opposés au régime sandiniste. Cette décision, qui avait été suspendue en 1986, est considérée comme une victoire pour les opposants à la politique de détente avec Cuba.

ultats des élections

Gortari Le « mal élu »

Le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 16,9 % des voix lors des élections législatives de dimanche. Bien que son parti n'ait pas obtenu la majorité absolue, il est considéré comme la force politique dominante.

LA GRANDE

Le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 16,9 % des voix lors des élections législatives de dimanche. Bien que son parti n'ait pas obtenu la majorité absolue, il est considéré comme la force politique dominante.

ements

Le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, a obtenu 16,9 % des voix lors des élections législatives de dimanche. Bien que son parti n'ait pas obtenu la majorité absolue, il est considéré comme la force politique dominante.

En Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou reproche au gouvernement de tarder à rétablir « l'Etat impartial »

NOUMÉA de notre correspondant

Les débats sont toujours aussi laborieux au sein du mouvement indépendantiste. M. Tjibaou reproche au gouvernement de tarder à rétablir « l'Etat impartial ».

entretiens avec la presse. Pour le chef indépendantiste, « il y a quelque chose qui doit se passer pour que l'Etat impartial s'exerce pour tous, or ça ne démarre pas vite ».

Matignon ou permet-elle à M. Tjibaou de temporiser ? Elle cristallise surtout un scepticisme général sur le deuxième volet des propositions gouvernementales, c'est-à-dire le statut transitoire de dix ans sanctionné par un scrutin d'autodétermination.

En vue de l'instauration du revenu minimum

M. Michel Rocard invite les préfets à « être attentifs aux besoins des plus faibles »

M. Michel Rocard, a appelé, le mercredi 13 juillet, l'ensemble des préfets, réunis au ministère de l'Intérieur, à se mobiliser pour la mise en œuvre dans les départements du revenu minimum d'insertion, dont le projet avait été adopté le matin en conseil des ministres.

perle d'esprit civique », a appelé les préfets à « être attentifs aux besoins des plus faibles de nos concitoyens ».

Le premier ministre a notamment souligné le « rôle décisif » des préfets dans l'instruction des dossiers, le choix des modalités de versement de l'allocation ou la mise en place des commissions d'insertion.

S'appuyer sur sa majorité

(Suite de la première page.)

En 1986, M. Chirac s'était imposé au chef de l'Etat comme le représentant du groupe dominant dans la majorité parlementaire. En 1988, M. Rocard a été choisi, mais il s'imposait aussi comme symbole du renouvellement et d'une concorde avec les discours d'ouverture.

dans ses maigres perspectives de survie. Le président de la République ne voit pas la nécessité de former à l'Assemblée nationale une coalition en bonne et due forme avec une partie de la droite.

Elle permet enfin de détourner sur M. Rocard les reproches et les incompréhensions des discours sur l'ouverture et des tentatives de mises en œuvre opérées directement par l'Elysée entre les deux tours de l'élection présidentielle et au-delà.

Le paysage politique de la Polynésie française

L'état de grâce d'Alexandre Léontieff

Bienheureux Alexandre ! Il vient d'être réélu à l'Assemblée nationale avec une telle facilité (64,38 % des suffrages exprimés) que plus personne, chez lui, ne pourra mettre en doute la légitimité de son gouvernement.

individuelles intervenues entre les deux tours du scrutin législatif. Le rejet provoqué en Polynésie française par les méthodes et la gestion personnelles de Gaston Flosse a été tel que l'union sacrée s'est faite entre des personnalités aussi différentes qu'Alexandre Léontieff, Jean Juvenit, Emile Vernaudon et Jacky Drollet.

années à la Polynésie. Les turbulents dockers paraissent assagis ; l'heure est encore à la trêve. Mais, en vérité, le bienheureux Alexandre se trouve déjà au pied du mur. Car les causes profondes des déséquilibres et des inégalités en tout genre qui furent à l'origine de la nuit d'émeute du 23 octobre 1987 n'ont pas disparu.

D'ailleurs, aujourd'hui, qui pourrait en France prétendre disposer d'une majorité plus solide que la sienne ? Michel Rocard lui-même aurait de bonnes raisons d'en être jaloux. D'autant plus que personne ne saurait lui contester à lui, Alexandre, le titre de champion de l'ouverture toutes catégories ! Qui pourrait réunir dans une même coalition gouvernementale à la fois des chérifiens, des giscardiens, des barrois, des mitterrandiens et... des indépendantistes ?

Quels remèdes ? Certes, ce paysage politique hors du commun apparaît à certains trop idyllique pour être promis à un long avenir. Il n'en demeure pas moins qu'Alexandre Léontieff ne fait pas sourire lorsqu'il déclare : « Je pense avoir un gouvernement plus stable ».

Pour faire durer sa chance, ce petit-fils d'émigré russe devra donc prouver qu'il sait manœuvrer aussi bien qu'il a su résister dans la même galère un équipage hétéroclite sans hésiter à couper ses amarrages personnels avec son port chirurgical d'origine.

M. Alain Christnacht directeur du cabinet de M. Louis Le Pen

M. Alain Christnacht, sous-préfet est nommé directeur du cabinet du ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Pen.

PROPOS ET DÉBATS

M. Mauroy

L'indication

Le bureau exécutif du PS s'est réuni, le mercredi 13 juillet, pour les élections à la droite et le Front national dans les régions en dénonçant « avec la plus grande vigueur, ceux qui, par faiblesse ou par calcul, tolèrent ou engagent des alliances avec les tenants du racisme et de la xénophobie. (...) Un tel comportement doit être sanctionné par tous ceux qui sont attachés à la démocratie ».

M. Dumas

L'avenir

Dans un éditorial du Journal de la Dordogne, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, évoque l'accord passé entre le Front national et la droite pour l'élection du président du conseil régional d'Aquitaine et écrit : « Lors des élections législatives, les accords passés étaient de caractère local non régional, aujourd'hui ils sont régionaux, demain M. Chirac et M. Gaudin et M. Le Pen conduiront des réunions politiques en commun. L'heure des municipalités a sonné et, par avance, sans se tromper nous pourrions être sûr que demain certaines candidatures reposent sur ce type d'alliance. La droite classique glisse vers les extrêmes, que ceux qui peuvent encore faire des choix conscients le fassent, nous y jouons l'avenir de notre pays ».

M. Juppé

Le risque

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a estimé, le mercredi 13 juillet, à Dijon, que le nouvel impôt sur la fortune est un « impôt idéologique, ne correspondant à aucune nécessité économique », et qu'il ferait courir à la France « le risque de voir l'épargne s'enfuir vers les autres pays ».

Le communiqué du conseil des ministres

A l'issue du conseil des ministres, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :
● L'IMPOT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE
Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'impôt de solidarité sur la fortune.
Cent dix mille contribuables, dont le patrimoine net excède 4 millions de francs y seront assujettis. L'outil de travail, dont la définition est élargie, les œuvres d'art et la forêt ne seront pas soumis à l'impôt.
Les taux d'imposition retenus dans le projet sont de 0,5 % pour la fraction de la valeur nette du patrimoine comprise entre 4 et 6,5 millions de francs, de 0,7 % pour la fraction comprise entre 6,5 et 12,9 millions de francs et de 0,9 % pour la part supérieure à 12,9 millions de francs. Ces taux sont moins élevés que ceux qui avaient été fixés par la loi de 1982.
Enfin, une clause de sauvegarde prévoit que le prélèvement global opéré au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune sera plafonné à 80 % du revenu d'un même contribuable.

SCIENCES

Un biologiste à la place des physiciens

M. François Kourilsky est nommé directeur général du CNRS

En nommant un biologiste de cinquante-trois ans, M. François Kourilsky, directeur général du Centre national de la recherche scientifique, le conseil des ministres du 13 juillet a mis fin à une longue tradition qui voulait que cet organisme soit dirigé par des physiciens. A ce poste, il succède à M. Serge Frenkel, qui a demandé, le 23 juin dernier, à être relevé de ses fonctions.

A la tête de cet organisme de 25 500 personnes doté d'un budget annuel de 9 milliards de francs, M. François Kourilsky devra, selon

le ministre de la recherche et de la technologie, « assouplir et moderniser le fonctionnement du CNRS en tenant compte du rôle prépondérant des hommes et de leurs motivations ». Le nouveau directeur général aura en particulier la lourde charge de régler les problèmes d'emploi relatifs au plan de carrière des chercheurs, à leur vieillissement, au recrutement de jeunes chercheurs et à celui - brillant - des ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA).

« Dans le cadre de la compétition internationale pour l'acquisition des connaissances, il devra conforter les positions du CNRS et l'engager résolument dans la construction de l'Europe de la

recherche. Enfin, en jouant pleinement le rôle de « partenaire avec les universités et les autres organismes scientifiques et techniques », et en « développant résolument la recherche fondamentale », le CNRS devra aussi confirmer son attachement déjà bien établi aux applications de la science ».

Des priorités qui ne surprendront pas dans la mesure où elles étaient déjà contenues dans les commentaires que le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, avait faits lors de la publication au début du mois de juin d'un décret d'avance exceptionnelle de 850 millions de francs en faveur de la recherche.

J.-F. A.

Le greffon marseillais de l'immunologie

Ancien responsable du « comité des sages » chargé de conseiller le gouvernement sur la politique de recherche de la France, M. François Kourilsky est avant tout l'homme d'une passion, l'immunologie, et celui d'une région, celle de Provence-Côte d'Azur. Pour l'une et l'autre, ce biologiste de renom, qu'il ne faut pas confondre avec son frère Philippe, un des piliers de l'Institut Pasteur, s'est dévoué sans compter. Ce qui l'a conduit au milieu des années 70 à quitter le confort feutré d'une carrière parisienne pour prendre le risque de créer de toutes pièces, sur le campus de Marseille-Luminy, un centre d'immunologie commun au CNRS et à l'INSERM dont il sera directeur.

Aujourd'hui, il n'y a pas plus marseillais que ce Parisien d'origine. Jamais il n'a compté sa peine pour aider au développement scientifique de la région, en favorisant l'établissement de liens plus étroits entre chercheurs et industriels et en aidant à la création d'un pôle de biotechnologie de réputation internationale. Sur ces sujets, dit-il, « nous avons bien du mal à franchir le cap du discours (...). On peut toujours baptiser une zone industrielle technologique avec l'alibi qu'un laboratoire de recherche puisse s'y installer. Cela permet d'obtenir facilement des financements publics et privés. Mais les technologies efficaces sont celles qui réunissent sur un même site laboratoires publics et entreprises pri-

viées ayant les mêmes centres d'intérêt. » L'homme sait de quoi il parle. Il lui aura fallu « tout le charme, toute la cordialité mais aussi toute la volonté » dont ses amis le disent capable pour triompher des obstacles mis sur sa route. Un exemple de sa réussite : l'installation à Marseille au début des années 80 d'Immunotech, une société anonyme de valorisation des recherches en immunologie sur les anticorps monoclonaux, substances prometteuses pour la mise au point de nouveaux médicaments.

Décentralisation

D'emblée, explique Michel Delage, directeur scientifique d'Immunotech, il a eu la vision de ce qu'il fallait faire, du formidable bond industriel qu'il fallait connaître ce domaine de recherche. Mieux même, il a su faire partager ses capacités d'anticiper sur l'avenir en convainquant les pouvoirs publics et l'INSERM de soutenir la création de notre société. Aussi ne faut-il pas s'étonner que François Kourilsky ait su récemment attirer à Marseille le Parisien Jean-Claude Chermann pour y diriger une unité de recherche sur le SIDA (laboratoire de recherche sur les rétrovirus et les maladies associées).

Ces opérations de décentralisation le feront remarquer de Jean-Pierre Chevènement, lors des assises régionales préparant à la tenue du grand colloque sur

la recherche de janvier 1982. C'est donc tout naturellement que ce chercheur, dont on apprécie « l'ouverture d'esprit et les qualités de synthèse » mais auquel on reproche parfois « un sens excessif du secret », se voit confier en mars 1983 la vice-présidence du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, véritable Parlement de la recherche, qu'il quitte peu après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle majorité.

A ce poste, François Kourilsky n'hésite pas à monter à crêneau et prouve alors que, « en dépit de ses sympathies, il n'est l'homme d'aucun clan politique ». En avril 1984, il s'oppose aux annulations de crédits que les services de Jacques Delors font subir à la recherche française, mettant en péril la relance d'une recherche industrielle déjà bien faible. Deux ans plus tard, il critique avec vigueur les coupes claires pratiquées, dit-il, « sans grand discernement » dans le budget de la recherche publique par les services d'Alain Juppé. Il n'en reste pas là. Avant d'être remplacé à la tête du CSRT par un proche de Jacques Valade, il s'oppose une dernière fois aux décisions du gouvernement de Jacques Chirac, en faisant publier, malgré les réticences de son ministre de tutelle, le testament du CSRT sur les maux dont souffre la recherche française. Une dernière passe d'armes avant de retrouver Marseille et l'immunologie.

J.-F. AUGEREAU.

SPORTS

Le Tour de France

L'abandon de Laurent Fignon

Laurent Fignon n'a pas pris le départ de la douzième étape du Tour de France, le jeudi 14 juillet à Morzine. Diminué physiquement par des ennuis de santé (blessure au genou et vertige), le double vainqueur de la Grande Boucle (1983 et 1984) avait terminé, la veille, à près de 19 minutes du Colombien Fabio Parra, vainqueur de l'étape. « J'ai eu trop d'embêtements depuis plusieurs semaines. Chacun a ses limites. Je ne voulais plus pédaler. J'aurais pu finir le Tour, mais je ne voulais pas gâcher tous les jours », a expliqué Fignon pour justifier son abandon.

MORZINE de notre envoyé spécial

Le Pas-de-Morgins, difficile de première catégorie, est en réalité un faux col. Situé à la frontière franco-suisse, il culmine à 1 400 mètres et l'on y accède par un large boulevard. Le Corbier est moins élevé (1 240 mètres), plus court mais plus difficile, bien qu'il soit classé en deuxième catégorie. Il emprunte une route étroite, qui serpente dans une montagne à vaches, parsemée de chalets, un des très beaux paysages du Tour de France.

C'est là, à quelques vingt kilomètres du but, que le Colombien Fabio Parra a construit sa victoire. Une victoire superbe, acquise à l'énergie par un coureur aux talents multiples, qui ajoute à ses qualités naturelles de grimpeur la puissance, l'esprit d'initiative et l'obstination. Elle a fait oublier la performance du Belge Ludo Peeters, seul en tête au Pas-de-Morgins, grâce à une longue échappée, mais elle s'est elle-même

trouvée éclipsée par deux événements majeurs : le fâcheux accident de Jean-François Bernard et l'effondrement de Laurent Fignon. Le premier, distancé dans le Pas de Morgins, a perdu un peu plus de deux minutes. Le second, que l'on savait mal en point s'est présenté à l'arrivée 18 minutes et des poussières après Fabio Parra.

Ainsi, le combat tant attendu entre les deux leaders français, le match qui devait nous restituer l'émotion des fameux duels Anquetil-Pollidor, est déjà terminé avant d'avoir commencé. La première étape alpine ne constituait qu'un hors-d'œuvre. Elle a pourtant ébranlé Bernard, la vedette du peloton, et elle a mis KO celui qui avait ramené le maillot jaune à deux reprises sur les Champs-Élysées.

La fin des illusions

Certes, on ne s'illusionnait guère sur le compte d'un Fignon évoluant depuis le départ de Nantes à la limite de ses possibilités. En revanche, on pouvait spéculer sur les chances du rouleur nivernais de l'équipe Toshiba, si brillant l'an passé. Sans aller jusqu'à lui demander d'accompagner Parra dans les cols savoyards, on supposait qu'il ferait partie du groupe des pourchasseurs aux côtés de Claveyrolat, Motet, Herrera, Pensec, Eric Boyer,

Delgado, Hampsten, Brackink, Zimmermann, Visentini, Alcala, Roca, Jérôme et Pascal Simon, sans oublier le Canadien Bauer, le détenteur du maillot jaune, ni l'Autrichien Zadorbik. La baisse de régime accusée par Bernard n'est pas catastrophique. On y verra cependant une alerte des plus inquiétantes.

Au vrai, les deux leaders théoriques du cyclisme français ne sont pas les seules victimes de ce préliminaire alpin. Kelly a flanché lui aussi, de même que Goussard et le champion de France-Carlone, Rominger, Goltz, Yates et De Silve, des hommes de grande notoriété, ont perdu un temps considérable. Quant à Van Poppel, vainqueur la veille à Besençon, il a terminé à plus de 23 minutes.

D'autres défaillances sont à prévoir. Quand on consulte le road book du Tour, on constate que le plus dur reste à faire. Entre Morzine et la sortie des Pyrénées, les coureurs escaladeront une douzaine de cols représentant 230 kilomètres de montée et plus de 13 000 mètres de dénivellation. Tout cela en l'espace de cinq jours. Dans une telle conjoncture, les actions des Colombiens sont à la hausse. Bogos prépare déjà des festivités sans précédent. Herrera n'a-t-il pas fait un bond vers la victoire finale ? Mais nous ne sommes probablement pas au bout de nos surprises.

JACQUES AUGENDRE.

Jeff, flottant dans son maillot

MORZINE de notre envoyé spécial

Avant le départ du Tour, il était le favori de tous les anciens. Raymond Poulidor, Raphaël Géminiani voyaient le nom de Jean-François Bernard s'inscrire au palmarès de la Grande Boucle. Bernard Hinaut, son père spirituel, annonçait même : « Il est faible mais part. Il grimpe, il roule, il a l'équipe adéquate, il doit gagner le Tour. » Les mêmes prestations de Jeff, ainsi que le surmément ses amis, dans les premières étapes, n'ont pas trop altéré leurs pronostics.

Et puis il y a eu les Alpes et cette première ascension d'un sommet, mercredi 13 juillet. Dans le pas de Morgins - entre la Suisse et la France - très prisé par Hinaut, Jean-François Bernard a vu une partie du peloton partir devant lui. « Il a été en difficulté », comme on dit pudiquement dans la caravane. « Il a pris deux buts à zéro et la partie est très mal engagée », selon l'expression d'un Raphaël Géminiani légèrement inquiet, mais pas encore ébranlé dans ses convictions.

Alors, simple alerte ou casure plus profonde ? Personne ne veut répondre et surtout pas l'intéressé qui renvoie les troubles-fête à sa troisième place au classement général à quelques trois minutes du Canadien au maillot jaune. Bernard, la vedette sans titre de gloire, n'aime pas que l'on mette en doute ses capacités.

Le petit Nivernais qui a commencé à donner ses premiers coups de pédale à quatorze ans a dû attendre quelques années pour s'imposer au niveau régional. Aidé, porté même par ses parents, bouchers à Aunay-en-Bazois dans le Nivernais, le jeune garçon a pris son temps pour cueillir des lauriers. Dans la famille, on croit au « petit » et on sait attendre sans rien esquisser. Alors, lorsque pour fêter ses vingt-et-un ans il endosse le maillot de champion de France amateur 1983, le clan des inconditionnels triomphe.

Le jeune homme au physique de charme garde de cette époque une grande décontraction, qui frise parfois l'inconscience

lorsqu'il devient professionnel. Jeff donne toujours l'impression d'un dilettante égaré par hasard sur un vélo. L'entraînement lui pèse et il le dit aux nombreux micros qui, dès son premier Tour en 1986, se tendent vers lui. Et puis les exploits renforcent le renommé du personnage, comme son triomphe dans le mont Ventoux il y a tout juste un an.

Bernard enregistre un disque avec un groupe rock et ses détracteurs lui reprochent de délaisser le vélo. Jeff s'achète un cabriolet Studebaker 1982, son année de naissance, et les mêmes rient au scandale du sportif trop gâté par les sponsors. Mais tout le monde attend le résultat de celui qui pourrait devenir le cycliste français de cette fin de décennie. Et Bernard, tout sourire, parle, se précipite sur les plateaux de télévision maintenant qu'il a abandonné la presse de province qui l'avait aidé à ses débuts. Il annonce un peu trop vite ses trois objectifs pour 1988 : Paris-Nice, le Giro et le Tour. Dans la première épreuve il abandonne, il renonce après une chute à la deuxième. Reste une inconnue qu'il tarde à dévoiler.

« J'ai encore quatre ans devant moi pour remporter l'épreuve reine », prévient le leader de l'équipe Toshiba comme accablé des responsabilités qui reposent sur ses frêles épaules. Propulsé dans le jardin des grands, Jean-François Bernard en a-t-il toutes les vertus ?

Il ne manifeste pas dans ses propos et dans ses actes cette volonté de vaincre l'adversité qui faisait le grand espoir pressenti de Bernard Hinaut. Paul Koechli, patron d'une équipe suisse après avoir été celui de Bernard, estime que son ancien coureur est « prisonnier d'un personnage qui le dépasse un peu ». La rupture brutale entre les deux hommes explique sans doute ce jugement sévère. Elle résume néanmoins la situation d'un leader sans palmarès. Il l'indolent a-t-il enfin les moyens de forcer le destin ? Le cercle de famille s'est aujourd'hui agrandi et les fers sont prêtes de plus d'impétuosité que les parents.

SERGE BOLLOCH.

Fausses manœuvres

STRASBOURG de notre correspondant

L'exercice d'alerte qui a eu lieu dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 juillet, entre neuf pays (11 membres du Conseil de l'Europe, n'a pas été pris très au sérieux par France Télécom. La téléconférence organisée à Strasbourg pour coordonner les secours des neuf pays qui devaient intervenir sur un tremblement de terre simulé en Italie a constitué le maillon faible du dispositif d'alerte.

Et pourtant, conformément à l'exercice, dès 4 h 10 (heure française) le Centre sismologique euro-méditerranéen de Strasbourg avait été prévenu par ses collègues italiens d'un tremblement de terre de magnitude 5,1 sur l'échelle de Richter. Et, pour faire plus vrai, annonçait 1227 morts, 3854 blessés et près de 75 000 sans-abri dans la région au nord de Naples. A 10 heures, une téléconférence devait mettre en contact les responsables italiens avec les neuf capitales européennes pour l'organisation des secours d'urgence. Les liaisons n'ont finalement été établies qu'avec 75 minutes de retard et interrompues séchement à 11 h 40, malgré une demande - acceptée - de prolongation.

M. Jean-Pierre Masséu, secrétaire exécutif de l'accord partiel sur les risques majeurs, n'a donc pu converser que très brièvement avec cinq capitales sur neuf. Cette mésaventure pose un réel problème sur le fonctionnement d'un tel système d'alerte.

J. F.

(1) Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Portugal, République de Saint-Marin, Turquie.

DÉFENSE

Le message aux armées du chef de l'Etat

« La paix exige une vigilance permanente de tous »

M. François Mitterrand a affirmé le mercredi 13 juillet, dans un message aux armées, que « la paix et la liberté sont un bien fragile qui exige une vigilance permanente de tous, et en particulier de vous qui avez l'honneur de porter les armes de la France ».

Dans ce message traditionnel, le chef des armées exprime sa « confiance » aux militaires, dont il salue « le sens du service de l'Etat et l'amour de la patrie ».

« C'est sur vous, militaires de carrière et du contingent, que compte le pays pour assurer sa sécurité », écrit le président de la République, qui ajoute : « Alors que se multiplient les rencontres pour accroître la stabilité dans le monde par la voie du désarmement équilibré et contrôlé, la France, fidèle à ses alliances et forte de sa stratégie autonome, affirme les principes de sa politique de défense : recherche permanente de la paix par le dialogue et volonté de préserver sa liberté et ses intérêts légitimes. »

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 13 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes.

« Terre. - Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Jean Salva et Jacques Greyffe de Bellocme.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Michel Guisnon et Jean-Claude Gautier ; général de brigade, les colonels Pierre Dorlenbourg, Daniel Coteille, Bernard Messana, Noël Sorret, René Adam (nommé commandant l'école supérieure de l'électronique de l'armée de terre), Yves Cabon et Eugène Andren ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Jacques Rey.

Sont nommés : commandant la 62^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Fietter ; gouverneur militaire de Nancy,

commandant la 4^e division aéro-mobilité et la 61^e division militaire territoriale, le général de brigade Xavier de Revers de Manry ; inspecteur du cadre spécial, le général de brigade Pierre Dorlenbourg ; commissaire adjoint aux entreprises de travaux publics et de bâtiment, le général de brigade Michel Lavedrine.

Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du commandant suprême des forces alliées en Europe, le général de division Dominique Chavazat ; chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, le général de division Bruno Chaux ; directeur général de l'école polytechnique, le général de brigade Paul Parraud.

« Armement. - Est nommé chef adjoint du service technique des télécommunications et des équipements aéronautiques de la direction des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Schaller.

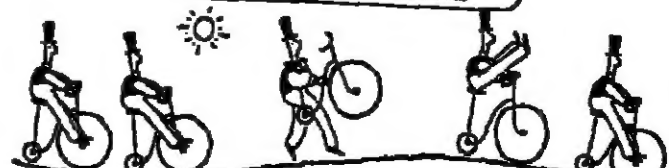
« L'Humanité » : « M. Chevènement se fait l'avocat du surarmement »

Sous le titre « L'avocat du surarmement », l'Humanité critique sévèrement, dans ses éditions du jeudi 14 juillet, l'entretien du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, paru dans le Monde de la veille.

Considérant que « le ministre de la défense invoque sa mauvaise connaissance des dangers pour acquiescer toutes les questions sans soit peu délicates », la quotidienn communiste estime que M. Chevènement « apparaît surtout soucieux qu'on ne touche pas aux crédits militaires » de la loi de programmation.

« La France va donc poursuivre sa course aux armements, en s'engageant à saboter le processus de diffusion des armements en présence et de détente Est-Ouest. C'est ainsi que Jean-Pierre Chevènement confirme pour la première fois que le futur missile stratégique S4 ne sera pas seulement destiné à remplacer les fusées du plateau d'Alfort en 1996, comme François Mitterrand l'avait affirmé, mais qu'il pourrait aussi « être déployé, si la décision en était prise, sur un petit nombre de bases ». Ce qui signifie que le S4 sera bien une missile mobile et qu'il aura donc toutes les caractéristiques d'un super Pershing 2 à la française », écrit le chroniqueur militaire de l'Humanité, qui conclut : « C'est une politique insensée, et il est malheureux qu'un ancien ministre de l'éducation nationale puisse s'en faire l'avocat avec autant d'aisance. »

Le Monde dossier et documents



LE TOUR EN FRANCE

JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES

M. Pierre Bezio et Pierre Trache procureurs généraux près la cour d'appel de Paris

Le conseil des ministres du mercredi 13 juillet, sur proposition de M. Armand Gatti, ministre de la Justice, a nommé M. Pierre Bezio, procureur général près la cour d'appel de Paris, et M. Pierre Trache, procureur général près la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. André Laroche.

Sont également nommés procureurs généraux près la cour d'appel de Paris, M. Jean-Pierre Bédarride et M. Jean-Pierre Bédarride.

M. Pierre Bezio

M. Pierre Bezio, 47 ans, est avocat à la cour d'appel de Paris. Il a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. André Laroche, qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris. M. Bezio a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. André Laroche, qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris.

M. Pierre Trache

M. Pierre Trache, 47 ans, est avocat à la cour d'appel de Paris. Il a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. André Laroche, qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris. M. Trache a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. André Laroche, qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Paris.

NBRE

Le nombre de... (Texte descriptif des statistiques ou données liées au titre NBRE).

Le nombre de... (Texte descriptif des statistiques ou données liées au titre NBRE).

Le Monde

Le Monde... (Texte descriptif de la publication, y compris les tarifs d'abonnement et les coordonnées de la rédaction).

Société

MM. Pierre Bezio et Pierre Truche sont nommés procureurs généraux près la Cour de cassation et près la cour d'appel de Paris

Le conseil des ministres de mercredi 13 juillet, sur proposition de M. Arpaillange, garde des sceaux, a nommé M. Pierre Bezio, avocat général près la Cour de cassation, au poste de procureur général près de cette même Cour, où il succède ainsi à M. Arpaillange.

Sont également nommés procureur général près la cour d'appel de Paris, où il succède à M. Yves Moumet nommé avocat général à la Cour de cassation, M. Pierre Truche, jusqu'à la procu-

reur général près la cour de Lyon, et directeur de l'éducation surveillée M. Yves Robineau, maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui succède à M. Michèle Giannotti, nommée conseiller à la Cour de cassation. Enfin, M. Pierre Bezio, conseiller à la chambre commerciale de la Cour de cassation, a été nommé procureur de la République au tribunal de Paris en remplacement de M. Michel Raymond, nommé avocat général à la Cour de cassation.

Lyon au même grade en 1961, il reste en fonction au tribunal de cette ville jusqu'en 1974. Il y occupe les postes de premier substitut (1969-1973) puis de procureur adjoint à partir du 5 novembre 1973.

C'est durant cette période qu'il affirme sa personnalité, à la fois par ses activités au Syndicat de la magistrature et par le dynamisme avec lequel il conduit les affaires dont il a la charge, notamment à la section financière du parquet de Lyon. C'est lui qui occupe en 1972 le siège du ministère public lors du procès des inculpés de l'affaire du « 5-7 », le danois de l'ère nazi par un incendie qui fit de nombreux morts. C'est lui encore qui requiert en 1974, dans le procès en première instance des inculpés de l'affaire dite des « fausses factures de Lyon », dont il a personnellement suivi le dossier et qui met en cause cent sept personnes.

En janvier 1984, il est nommé procureur général près la cour d'appel de Lyon. A ce poste, il suivra particulièrement l'évolution de l'instruction de l'affaire Klaus Barbie, contre lequel il

L'inspecteur Loiseau en détention provisoire depuis deux ans et demi

M. Vergès dépose une nouvelle demande de mise en liberté

M. Dominique Loiseau, trente-quatre ans, inspecteur de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), a été inculpé d'association de malfaiteurs, vols à main armée, vol avec effraction de nuit en réunion, complicité et recel de vols aggravés; il est inculpé depuis le 23 janvier 1986.

M. Jacques Vergès, son défenseur, a déposé, le mercredi 13 juillet, une nouvelle demande de mise en liberté de son client auprès de M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris. M. Vergès a également transmis au magistrat instructeur une pétition de soutien à Dominique Loiseau, pétition qui, selon lui, a recueilli quelque trois mille cinq cents signatures chez les policiers.

Après avoir rencontré M. Gilles Rivière, M. Vergès a tenu une courte conférence de presse devant le palais de justice pour affirmer « qu'un innocent était en prison... qu'aucun indice matériel ne prouve la culpabilité » de son client, et que les accusations portées contre Dominique Loiseau émanent de « proxénètes voyous et en situation délicate dont les déclarations sont contradictoires ».

De son côté, M. François-Jean Talbot, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), qui accompagnait l'avocat, n'a pas hésité à comparer l'affaire Loiseau à l'affaire Dreyfus. « C'est presque un « l'accusé » que je lance, a-t-il déclaré. Il ne s'agit pas d'un problème syndical mais de la défense d'un fonctionnaire injustement gardé en prison. On ne comprend pas cet acharnement. Les policiers ne sont des sur-citoyens ni des sous-citoyens... Nous demandons seulement qu'il soit libéré et déféré devant la justice », a-t-il conclu.

Dans le passé, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a refusé, à cinq reprises, la mise en liberté du policier inculpé, le dernier en date de ces refus remontant au 24 février dernier (Le Monde du 27 février).

Carnet

M. et M^{me} Serge Rozin et leurs enfants, M. et M^{me} David Lehtinen et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Marc Miciflikier, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} veuve Sijja MICFLIKIER, née Godea Akerman.

Les obsèques auront lieu le vendredi 15 juillet 1988, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux où l'on se réunira à la porte principale.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

M. Pierre Bezio

(Né le 2 juin 1924 à Ramonville-Saint-Agne, dans la Haute-Garonne, M. Pierre Bezio a débuté sa carrière judiciaire comme juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Montpellier le 23 décembre 1946, puis a exercé successivement ses fonctions dans les tribunaux d'instance de Rodez, de Villefranche-de-Rouergue et de Narbonne avant d'occuper les postes de substitut au parquet d'Agde le 6 avril 1949 et au parquet de Caen le 20 mai 1952. Nommé substitut au parquet de la Seine le 31 janvier 1962, puis premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris le 29 septembre 1969, il a ensuite été nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Versailles le 25 février 1972, puis au tribunal de grande instance de Bobigny le 5 avril 1976.

Par décret du 4 juillet 1980, il était nommé avocat général à la cour d'appel de Paris et délégué à la Cour de cassation, où il accède au rang d'avocat général le 31 décembre 1980. Avant sa nomination, M. Bezio était affecté à la deuxième chambre civile de la cour, compétence notamment en matière de responsabilité civile et de contentieux électoral. Il a été membre du Conseil supérieur de la magistrature de février 1983 à février 1987.

M. Pierre Truche

(Né à Lyon le 1^{er} novembre 1929, M. Pierre Truche est entré dans la magistrature en 1952, juge suppléant à Dijon de 1954 à 1957, il est ensuite substitut à Arras (1957-1959) puis substitut à Dijon en 1959. Nommé à

Au tribunal civil de Paris

Les associations d'idées de M^e Szpiner

La première chambre du tribunal civil de Paris a débouché l'association Le Puy du Fou de l'instance qu'elle avait engagée contre M^{re} Francis Szpiner, avocat de M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, lui reprochant de l'avoir mise en cause dans la partie de l'émission « Reportages » consacrée à l'affaire Carrefour du développement diffusée sur TF1 le 15 octobre 1987.

Depuis dix ans, l'association, fondée par M. Philippe de Villiers, ancien secrétaire d'Etat à la communication, organise un spectacle son et lumière au château du Puy du Fou (Vendée) qui retrace la vie d'un paysan vendéen sous la Terreur. Aussi, ses responsables avaient été surpris d'entendre M^{re} Szpiner répondre à une question d'un journaliste concernant le financement des ballets africains organisés à Beaurépairs : « Il se trouve que M. Nucci est maire de Beaurépairs et qu'à ce titre c'est dans la commune de Beaurépairs qu'ont eu lieu ces ballets. Alors, je veux bien que l'on vienne dire que lorsqu'il y a des ballets à Beaurépairs ce n'est pas bien, mais que lorsqu'il y a un spectacle au Puy du Fou c'est tout à fait normal ».

L'association s'estime différenciée et demandait le versement du franc symbolique de dommages et intérêts, soutenant que si elle pouvait bénéficier des sources publiques, il était particulièrement outrageant de faire croire qu'elle en aurait fait usage de façon illicite.

Dans son jugement rendu le 13 juillet, la première chambre civile présidée par le Robert Diet, président du tribunal de Paris, estime que M. Szpiner « n'a commis aucune faute dès lors qu'il n'a jamais prétendu que les activités du Puy du Fou pouvaient avoir un caractère illicite, ni que cette association disposait de ressources frauduleuses provenant d'un détournement des deniers publics... ». Cherchant au contraire à imputer son client sur ce point, il ne pouvait que reconnaître par analogie le caractère « normal » des aides financières apportées aux fêtes municipales ».

M. P.

EN BREF

M. et M^{me} Laurent Fabius assignent à comparaître en diffamation M. Laurent Fabius et M^{me} Françoise Castro-Fabius ont chargé leurs avocats, M^{re} Jean-Denis Bredin et Bernard Jouanneau, d'assigner l'hebdomadaire Minute en diffamation après la publication dans ce périodique d'articles les concernant et les mettant en cause. Selon M^{re} Jouanneau les articles visés ont été publiés dans le dernier numéro de Minute, daté du 13 au 19 juillet, et dans celui mis en vente quinze jours auparavant.

Fillette abandonnée à Paris : le père identifié et inculpé. — Le père de la fillette abandonnée le 25 juin au rayon jouets du magasin Uniprix, 43, avenue de Clichy à Paris (17^e), a été identifié par la brigade des mineurs (Le Monde du 13 juillet) et inculpé de « délaissement d'enfant dans un lieu non solitaire » par M. Jean-Pierre Getty, juge d'instruction à Paris. L'homme, M. Mohamed Mouhachim, trente-neuf ans, de nationalité marocaine, a affirmé aux policiers qu'il n'était pas l'auteur de cet abandon. Mais les enquêteurs, ayant recueilli depuis leur appel différents témoignages, sont convaincus du contraire.

M. Mouhachim, dont le geste pourrait s'expliquer par une mésaventure conjugale, a été laissé en liberté. La garde de l'enfant, qui se prénomme Sabrina, a été confiée à M^{me} Najat Mouhachim qui, mère de deux autres fillettes, a engagé une procédure de divorce.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléfax MONDIPAR 850572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gerant : André Fontaine, Directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benve-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72



HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 42-46-17-11

Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66

Les expositions auront lieu le vendredi, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

LUNDI 18 JUILLET

S. 10. - Tapis. - M^{re} ROGEON.

MARDI 19 JUILLET

S. 9. - Bicyclettes et meubles XIX^e s. - M^{re} DEURBERGUE.

S. 11. - Argentier, bijoux et meubles. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.

S. 14. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC.

S. 16. - Tab. bib., mob. - ARCOLE, M^{re} OGER, DUMONT.

JEUDI 21 JUILLET

S. 11. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 13. - Tab. bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 14. - Tableaux, bibelots, beaux meubles. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

LUNDI 25 JUILLET

S. 9. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ARCOLE (G.L.E. de C.F.), 40-22-02-50. - Budes : ARTUS, GRIDEL, BOSCHER, FLOBERT, GROS, DELETTREZ, MATHIAS, COER, DUMONT, RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, RENAUD, RIEUNIER, BAILLY-POMMERY, LE ROUX, SARGET.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-76-01.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, 117, rue Saint-Lazare (75008), 42-94-10-24.

DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50.

ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

TACOTAC

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER AUX BILLETTS ENTIERES

Le règlement du TACOTAC se prévoit comme suit (L.O. de 1977/78)

Le numéro 2 0 7 9 0 6 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros 0 0 7 9 0 6 8 0 7 9 0 6

approchant 1 0 7 9 0 6 7 0 7 9 0 6 gagnent

à la centaine 3 0 7 9 0 6 8 0 7 9 0 6 40 000,00 F

de mille 4 0 7 9 0 6 8 0 7 9 0 6

5 0 7 9 0 6 8 0 7 9 0 6

Les numéros approchant aux

Unités gagnent

217906 200906 207906 207916 207900

227906 201906 207106 207206 207901

237906 202906 207206 207306 207902

247906 203906 207306 207406 207903

257906 204906 207406 207506 207904

267906 205906 207506 207606 207905

277906 206906 207606 207706 207906

287906 207906 207706 207806 207907

297906 208906 207806 207906 207908

Tous les numéros se terminent par

7 9 0 6 gagnent 4 000,00 F

9 0 6 400,00 F

0 6 200,00 F

6 100,00 F

LOTO

3 14 17 18 36 37 39

POUR LES TIRAGES DES MARCHÉS 20 ET 21 JUILLET 1988

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 15 JUILLET 1988

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTO

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER (L.O. de 1977/78)

Tous numéros gagnent aux billettis entiers

TERMS NUMÉROS PRIMAUX ET NUMÉROS

0 0 200 800 1 000

1 0 200 800 1 000

2 0 200 800 1 000

3 0 200 800 1 000

4 0 200 800 1 000

5 0 200 800 1 000

6 0 200 800 1 000

7 0 200 800 1 000

8 0 200 800 1 000

9 0 200 800 1 000

10 0 200 800 1 000

11 0 200 800 1 000

12 0 200 800 1 000

13 0 200 800 1 000

14 0 200 800 1 000

15 0 200 800 1 000

16 0 200 800 1 000

17 0 200 800 1 000

18 0 200 800 1 000

19 0 200 800 1 000

20 0 200 800 1 000

Le Monde DES LIVRES



Mircea Eliade à Calcutta en 1930.

Témoins et acteurs d'une époque macabre

Les révélations posthumes de Mircea Eliade sur son appartenance à une organisation d'extrême droite à la fin des années 30 et la détresse pathétique d'Eugène Ionesco.

LES Mémoires posthumes de Mircea Eliade (mort en avril 1986) et le dernier volume du journal d'Eugène Ionesco éclairent les zones d'ombre de la vie du premier, dévoilent la détresse pathétique du second. Leur génération, celle d'entre les deux guerres, fut particulièrement privilégiée; jamais depuis, leurs compatriotes ne jouiront de la liberté qui a marqué l'époque où, après 1918, l'ensemble des provinces habitées par des Roumains se sont réunies au petit royaume danubien. La jeune intelligentsia, en quête d'un renouveau spirituel de cette Grande Roumanie, était tentée par toutes les expériences mais aussi prête à tous les excès.

Hélas, très vite une nouvelle carte de l'Europe se dessine sous le regard de l'Occident démissionnaire et indifférent. Hitler consolide son pouvoir à Berlin alors qu'à Moscou c'est Staline qui triomphe. A Bucarest, situé dans l'œil du cyclone, à la parole tolérante succède le sifflement des balles et la montée de l'organisation d'extrême droite de la Garde de fer.

Mircea Eliade, alors âgé de trente ans, y adhère avec enthousiasme. De son vivant, il ne l'avait jamais avoué, ni dans le monumental cahier que les Editions de

l'Herne lui ont consacré, encore moins lors de ses entretiens parus chez Belfond.

Ici ou ailleurs, ses lecteurs et admirateurs, nous étions tentés d'oublier cet engagement. Eliade n'avait jamais participé aux horreurs commises au nom du « réveil national », et la grandeur de son œuvre mûrie en exil faisait oublier la faiblesse coupable de cet homme dévoué à l'époque par la déférence que l'extrême droite lui vouait. Pourtant, fasciné par une mythologie funèbre et funeste, il lui avait donné son aval. Aujourd'hui il le reconnaît, à titre posthume, il est vrai, mais sans exprimer de regret. C'est navrant.

Bien sûr, telle qu'elle se dessine dans ses Mémoires, l'errance de l'écrivain n'est pas à confondre avec ses errements. Après son retour d'Inde, au début des années 30, Eliade, romancier célèbre et universitaire choyé par la gentry bucaréstienne, partage les positions mystiques et nationalistes du philosophe Nae Ionesco (aucune parenté avec Eugène), son professeur vénéral. Dans ce pays en pleine crise de croissance, où au moins le quart de la population reste allogène, la droite est très xénophobe. Récupérée par les extrémistes de la Garde de fer, les

travaux de Ionesco et d'Eliade deviennent vite le support du racisme antisémite ou antihongrois exprimé par les nazillons roumains.

Nous sommes en 1938. Le roi Carol II demande à Mircea Eliade et à son maître à penser de se désolidariser publiquement des tueurs de la Garde de fer. Tous deux refusent et seront emprisonnés, avec d'autres personnes faisant partie de ce mouvement. Il convient de mentionner, à leur décharge, que ni le philosophe Nae Ionesco, encore moins Eliade ne pouvaient pressentir à quelle abjection leur « révolution nationale » allait aboutir. L'un mourut en 1940, peu après sa libération, alors que l'autre fut envoyé à Londres, dans la même année, comme attaché culturel — avec l'appui d'Alexandre Rossetti, linguiste célèbre et démocrate militant qui

EDGAR REICHMANN.
(Lire la suite page 12.)

L'étonnant Mr. Gloag

On parle peu des romanciers anglais. On préfère les Anglaises... Et pourtant, « Passé composé » est un roman typiquement britannique

C'EST injuste. On parle toujours des romanciers anglais, ces petites dames qui trempent leur plume dans le thé de l'amertume. Mais on oublie trop souvent que certains de leurs homologues masculins excellent à ce genre d'exercice délicat.

Ainsi Julian Gloag. *Passé composé* est son sixième roman (1). Un roman typiquement britannique, atmosphère et décors garantis à la clef.

Le huis clos est bien entendu de rigueur. L'action se déroule dans une maison proche de Londres. Rupert Darley vient y rendre visite à ses parents. Un week-end de chien pour lui puisqu'il doit leur annoncer qu'il a perdu son emploi d'enseignant et que sa seconde femme vient de le quitter.

La tâche se complique lorsqu'il apprend que sa propre fille, Miranda, une jeune étudiante en médecine, doit arriver d'un moment à l'autre.

Les quatre personnages réunis, l'aventure commence. Acteurs principaux : Olivier et May, les parents de Rupert. Ils sont très âgés, ils vivent reclus, seulement reliés au monde par la mémoire d'un passé, réservoir fragile où ils parviennent parfois à puiser des raisons de vivre.

Leur existence a été toute simple. Olivier a fait la guerre puis il a été architecte. May, femme vive et enjouée, l'a aimé. C'est tout ? Pour eux, c'est beaucoup parce qu'ils se savent dans la dernière ligne droite. Ils n'attendent plus rien, ils espèrent au mieux passer dans l'autre monde à moindres frais, sans douleur ni déchéance.

Passé composé pourrait être un récit larmoyant. Mais Julian Gloag a bien trop de talent pour

tomber dans les ornières des lieux communs. Ce qu'il y a d'extraordinaire chez lui, c'est la justesse du ton, la précision du trait.

Le portrait des deux vieillards, deux vieux ronchons qu'il réussit à rendre sympathiques et émouvants, l'évocation de la relation, très conflictuelle, entre Rupert et sa fille sont dépeints avec une force et un réalisme vraiment étonnants.

En bon Anglais qu'il est, Gloag ne peut évidemment s'empêcher de glisser ici et là des pointes d'humour, des sarcasmes, des railleries (sur l'Angleterre et ses écrivains par exemple).

La vieillesse et l'âge mûr

Mais ce qu'il y a de plus surprenant chez lui, c'est le regard qu'il porte sur ses propres personnages. Un regard empreint d'une tendresse bouleversante. Nous ne saurions dire si nous sommes redevables de cette rare qualité à Mr. Gloag l'écrivain ou à Mr. Gloag tout court.

Peu importe, finalement. A nous, lecteurs, il reste ce regard qu'il porte sur ses propres personnages. Un regard empreint d'une tendresse bouleversante. Nous ne saurions dire si nous sommes redevables de cette rare qualité à Mr. Gloag l'écrivain ou à Mr. Gloag tout court.

BERNARD GENIES.

★ *PASSÉ COMPOSÉ*, de Julian Gloag, traduit de l'anglais par Marie-Lise Marfisi, Gallimard, 230 p. 110 F.

(1) Les précédents romans de Julian Gloag ont été publiés en France chez Gallimard : *le Tabernacle*, *Condamnation à vie*, *Maudy*, *N'oubliez pas le chat qui dort*, *le Justicier*.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

La Désirade, de Jean-François Deniau

Un mouchoir et un couteau...

EN France, saules valent les étiquettes des prix. Les autres, celles par quoi on définit les gens, rien à faire pour les décoller ! Voyez ce qui se passe quand un non-politique s'improvise ministre !

Jean-François Deniau pût de ces classifications au cordeau comme des couleurs de nœud. Il a été inspecteur des finances, ambassadeur, commissaire de l'Europe, ministre, le Cher vient de la réélire député, et la commission des affaires étrangères, vice-président : que veut-il de plus ? Au mieux, on lui passe sa passion de la voile, dont il a tiré un bréviaire de la plaisance bourré de charme (*La mer est ronde*, Seuil 1975, Gallimard 1980), et sa tournée périlleuse des maquis anticomunistes (*Deux heures après minuit*, Grasset 1985) ; mais de là à le compter parmi nos bons romanciers d'aventure, il y a des limites que ni les politiques ni les littéraires, coalisés pour l'occasion, ne sont disposés à le laisser franchir !

ACCORDONS-LUI, quant à nous, ce luxe des surdoués, qu'il partage avec son héros, de ne pas se trouver où on l'attend.

Nicolas-Jean Lafitte, avec un seul f, n'est pas ce banquier dont la légende prétend accréditer qu'on peut faire fortune — cette blague ! — en ramassant des épaves. Lui, Nicolas, il amassera aussi du bien, mais selon les règles inévitables : en volant. Son excuse, on serait tenté de dire, son élégance : il volera les voleurs, de préférence aux honnêtes gens. Et il rêvera d'une société idéale. Une sorte de Robin des mers, de Mandrin des océans. Mais n'anticipons pas.

Comme souvent, ce pirate contemporain des généraux d'Empire vient de la marine nationale. Récupéré d'une condamnation à mort, il a été recueilli, encore adolescent, par des Indiens du Yucatan, et il a pris ses premières leçons d'équité auprès de leur juge quasi divin, un vieux flibustier français atteint de la lèpre. Son second savoir essentiel — le point au sextant — il le tient d'un capitaine hollandais en train de succomber à une fièvre empoisonnée. Commandant à moins de vingt ans : on grimpe vite, en ces temps-là ; comme aux enfleures !

Un détour par La Nouvelle-Orléans, le temps de retrouver un frère moins dégoûté que lui, et voilà Nicolas écumant la Caraïbe en maître à bord. Il baptise son brick-géolète la *Désirade*, du nom du premier caillou qui sort de l'horizon quand on arrive d'Europe ou d'Afrique, symbole de toute « île au loin », elle-même symbole, cette île en fait inhospitalière, de la course au bonheur.

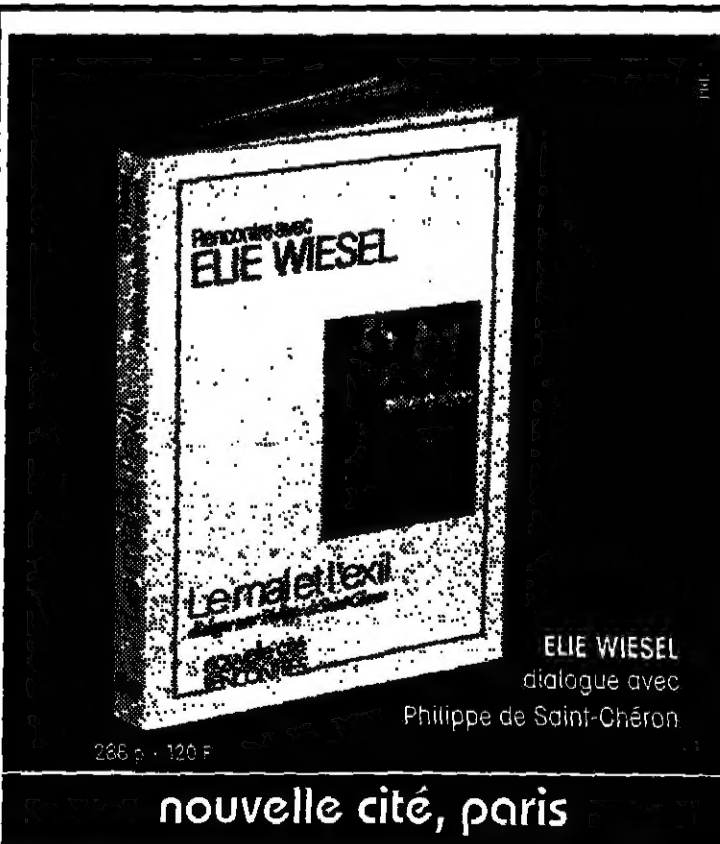
AR Nicolas a tous les culots : il entend être heureux, aussi. Entre deux captures de navires négriers dont il revend la cargaison à son compte, il hante les bordels chic de Louisiane, séduit les baronnes gouleuses et les filles de gouverneur anorexiques. Il aimerait faire mentir l'adage britannique selon lequel on ne saurait cueillir, en une génération, que deux de ces trois timbales : argent, pouvoir et réputation. Il y ajouterait volontiers, en cela bien français, le bonheur à panache, oublié, c'est bien d'eux, par les Anglais.

Une certaine Cynthia pourrait faire l'affaire. Mais pour un pirate, mieux vaut courir que tenir. Un autre épousera la belle et reconstruira l'enfant. Nicolas, lui, est marié à l'aventure. « Négociant de haute mer », comme le dit sa carte de visite, il sait allier l'utopie au profit. On le retrouve mêlé à la guerre d'indépendance en Louisiane, puis occupé à fonder, dans la lagune de Galvestone, une cité idéale, *Las Esperanzas*. Sous la férule d'un Suisse allemand borné, on y essaiera d'abolir le prêt, d'organiser le troc. En vain. L'expérience échouera, et la ville sera rasée, sur ordre de la jeune Amérique.

ENCORE quelques affaires juteuses, à terre cette fois, sans bateau, par les voies plus sophistiquées de la finance, encore des fiançailles manquées, une visite au fils naturel, dans le plus pur style des romans d'aventures, et c'est, à soixante ans, le retour en Europe, occasion d'un joli morceau de bravoure que l'auteur de *La mer est ronde* se devait, et nous devait : la tempête.

Le bateau est russe. Il cingle vers Naples. Un cyclone s'abat sur lui, après la bonace annonciatrice. Buté, le commandant ordonne la fuite tout dessus, c'est-à-dire vent et mer d'arrière. Nicolas préconise au contraire la cape, c'est-à-dire de faire tête au danger, ce qui offre la meilleure défense, et, avant que la manœuvre ne soit plus possible sans gros risque, le passage par le travers des lames s'apparente à la roulette russe.

(Lire la suite page 11.)



● PHILOSOPHIE

Walter Benjamin
à travers ses « échecs »La biographie de l'un des penseurs
et prosateurs les plus doués de sa génération.

VOQUANT la figure de Kafka, Benjamin écrit : « Il y a une chose qu'il ne faut jamais perdre de vue : c'est celle de quelqu'un qui a échoué. » C'est exactement ce dont il faut se souvenir lorsque l'on parle de Walter Benjamin, ce « Wunderkind » de la symbiose judéo-allemande.

Il naît à Berlin en 1892 dans une famille assimiliée et sa vie peut en effet apparaître comme une succession d'échecs, universitaires, sentimentaux puis existentiels, jusqu'au suicide en ces jours d'été 1940 récemment retrouvés grâce au *Chemin des Pyrénées* de Lisa Fittko (1). Son *Origine du drame baroque allemand* (1928) fut refusée par l'université de Francfort après des atermoiements qui ne l'honorèrent guère et dont les détails sont parus depuis peu (2). Combien d'articles censurés, tronqués, réécrits ou tout simplement renvoyés ! Et pourtant il fut l'un des penseurs et prosateurs les plus doués de sa génération, qui n'en manquait pas.

Paris, une « vaste
salle de lecture »

Il fréquente l'Internat pilote de Haubinda, en Thuringe, dirigé par Paul Gebes et Gustav Wyneken, puis continue sa scolarité au Kaiser-Friedrich Gymnasium. Il publie, en 1910 (deux ans avant son bac), dans la revue *Der Angriff*, animée par Georges Barblow. Ses études de philosophie, de littérature allemande et de psychologie à Fribourg-en-Brisgau, Munich, Berlin et Berne s'achèveront par une thèse sur le romantisme allemand *summa cum laude*, comme il se doit. Il fondera de multiples cercles de débats, et il est pourtant déjà l'intellectuel isolé, sûr de lui et érudite qui exerce une fascination rare : il a déjà l'écritisme arrogant que l'on retrouve chez quelques disciples d'aujourd'hui — qui n'est que l'envers d'une timidité et d'une lucidité hors pair, et bien vite désespérée, sur la pensée et son langage.

Cette biographie, la première à paraître en France, est considérablement augmentée par rapport à l'édition allemande ; elle excelle à camper les difficiles rapports avec le judaïsme et le marxisme ainsi qu'à tracer la galaxie qui, de Scholem à Kraus, de Gundolf à Brecht, sert de toile de fond à ce destin tragique. De Berlin à Paris, elle retrouve son milieu, sur lequel tant reste à découvrir, où Franz Hessel — qu'il faudra bien se décider à traduire un jour — et Tankmar von Münchhausen l'introduisent chez la princesse Bassiano ou chez le comte de Pourtalès ; Werner Kraft l'emmène chez Charles Du Bos, et il fera bonne impression à Pontigny.

Ses premiers lecteurs français sont Missac, Bataille et Klossowski. Ses articles et ses trop rares essais sont aujourd'hui à la mode ; il n'est pas certain que son meilleur ne soit pas dans les traductions de Proust (avec Hessel) Saint John Perse (avec Groethuyzen), Balzac, D'Annunzio ou Bloy. C'est à Paris, où il résidera au soir d'une existence hachée, qu'il puisera son inspiration principale, laissant en chantier un énorme ouvrage dont il nous reste symboliquement les fiches, *Passagenwerk* (3). Paris deviendra alors une « vaste salle de lecture, une vaste bibliothèque que traverse la Seine ». Y a-t-il plus bel hommage (4) ?

DOMINIQUE BOUREL.
★ **WALTER BENJAMIN, UNE BIOGRAPHIE**, de Bernd Witte, traduit de l'allemand par André Bernold, Le Cerf, coll. « La nuit surveillée », 269 p., 139 F.

- (1) Ed. Maren Sell & Cie.
- (2) Linder (Hg), *Walter Benjamin im Kontext*, Athenäum Verlag, 1985.
- (3) Voir *Walter Benjamin et Paris*, éd. du Cerf.
- (4) Signalez que l'excellent volume spécial des *Cahiers d'études germaniques*, « *Essai et érudition d'Allemagne 1789-1945* », (n° 13, 1987) contient des lettres inédites entre Walter et Dora Benjamin et Fritz Lieb. Enfin, Maurice Nadeau réédite *Sans unique*, *Enfance berlinoise* et *Paysages urbains*, dans une traduction de Jean Lacoste (313 p., 140 F.).

Les philosophes français
vus d'Allemagne

Jürgen Habermas juge Bataille, Derrida et Foucault

QU'ON le veuille ou non, le débat franco-allemand reste, depuis un siècle, l'axe majeur du mouvement des idées philosophiques en Europe. Malheureusement, ce débat tourne parfois au dialogue de sourds, car, des deux côtés du Rhin, on ne parle pas toujours de la même chose. Les Français, par exemple, continuent à voir en Heidegger l'un des philosophes majeurs de notre temps, alors que nos voisins n'en font pas si grand cas. Et, comme l'arbre cache la forêt, les Français négligent quelque peu de s'intéresser à la seule figure intellectuelle véritablement importante de ces vingt dernières années, celle de Jürgen Habermas.

Habermas, lui, n'a pas oublié de lire nos philosophes. Mais, à l'heure d'exprimer par écrit les réflexions que ceux-ci lui inspirent, il se montre critique — très critique, même, comme en témoigne cet ensemble de douze « leçons » intitulé *Discours philosophique de la modernité*, l'un de ses tout derniers travaux et le dernier traduit dans notre langue.

Ces douze leçons reprennent le fil de l'histoire de la philosophie depuis le dix-huitième siècle, c'est-à-dire depuis l'invention de la notion de modernité. Notion apparue d'abord en art, avec la querelle des Anciens et des Modernes, puis transformée en slogan politique par les philosophes des Lumières. C'est chez Kant que s'achève l'identification de la modernité et du rationalisme, mais c'est avec Hegel que cette identification devient à

Habermas porte un regard critique
sur la philosophie française du vingtième siècle.

la fois le problème et l'enjeu principal de la réflexion philosophique. Hegel, toutefois, donne la modernité comme achevée et réalisée dans son propre système : encombrant héritage que ses disciples ne pouvaient que se disputer. C'est dans la guerre de succession qui s'ouvrit à sa mort que, plus d'un siècle plus tard, nous nous trouvons encore priés.

L'extrémisme
nietzschéen

À gauche, les jeunes hégéliens (Feuerbach) réhabilitent la « praxis » pour l'investir d'une mission révolutionnaire. De cette mission, confiée par Marx au

prolétariat, le rêve se poursuit sans beaucoup de succès chez Sartre, Marcuse, Castoriadis. À droite, l'aile néo-conservatrice proclame la nécessité de justifier l'ordre établi, quel qu'il soit. De cette tendance se réclament les partisans d'un libéralisme intégral, de Von Hayek à Raymond Aron.

Mais hégéliens de gauche ou de droite ne cessent d'être dépassés, depuis un siècle, par un redoutable extrémisme, celui de Nietzsche et de sa descendance, lequel proclame l'impossibilité radicale de concilier réel et rationnel. Heidegger — que Habermas n'hésite pas à traiter de « penseur fasciste » — appartient évidemment à cette dernière famille. Ainsi d'ailleurs

que la plus grande part de la philosophie française contemporaine. Celle-ci est donc interrogée à travers trois de ses figures majeures : Bataille, Derrida et Foucault. Trois penseurs dont l'œuvre, selon Habermas, débouche en fait sur d'insurmontables contradictions.

Aucun des trois ne parvient en effet à justifier la raison sur laquelle il s'appuie pour combattre... la raison. Chez Bataille, l'analyse du religieux reste prise dans une « expérience intérieure » difficilement objectivable. Chez Derrida, la déconstruction de la métaphysique s'effectue par le biais de processus purement textuels, ce qui revient à investir la « critique littéraire » d'une mission qu'elle n'a pas, à elle seule, les moyens de remplir. Chez Foucault, enfin, la généalogie des coups de force sur lesquels se fondent les sciences humaines semble conduire à une critique impitoyable de toute activité rationnelle ; mais, en ce cas, à quoi bon penser ?

Plus optimiste, plus pragmatique aussi, Habermas répond en esquissant, à la fin de son livre, les grandes lignes du rationalisme, linguistique et intersubjectif, sur lequel se fonde la réflexion socio-politique qu'il a développée dans son maître livre, *Théorie de l'agir communicationnel* (1).

On peut certes regretter que, dans le jugement négatif qu'il porte sur le post-nietzschisme français, il ne s'appuie que sur les textes les plus anciens de Derrida et de Foucault : au moins a-t-il fait l'effort de les lire. Il ne reste donc qu'à souhaiter que des philosophes français effectuent, sur l'œuvre de Habermas, le même travail de réflexion pour que le débat franco-allemand, au lieu de s'empêtrer dans Heidegger, revienne enfin à la hauteur qui devrait être la sienne.

CH. DELACAMPAGNE.

★ **LE DISCOURS PHILOSOPHIQUE DE LA MODERNITÉ**, de Jürgen Habermas, traduit de l'allemand par Christian Bouchi-dhomme et Rainer Rochlitz, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 488 p., 140 F.

(1) Fayard (« Le Monde des livres » du 19 juin 1987).

Pour une politique de la science

Les réflexions de Pierre Thuillier sur le bon
et le mauvais usage de la vérité

APRÈS avoir lutté pendant des siècles pour échapper à la tutelle de la religion, la science a fini par la remplacer. Nouveaux grands prêtres, les savants jouissent, dans la cité moderne, d'un prestige croissant et d'une autorité parfois inquiétante. Certes, il n'est pas question de nier leurs compétences ; mais n'a-t-on pas tendance à invoquer celles-ci à tout propos — voire hors de propos ? C'est ce que se demande, depuis une quinzaine d'années, Pierre Thuillier. Enseignant à l'université Paris-VII, spécialiste d'histoire des sciences, membre du comité de rédaction de la *Recherche*, il est incontestablement bien placé pour poser cette question dérangeante, mais salubre.

Entamée avec *Jeux et enjeux de la science* (1972), poursuivie avec le *Petit Savant illustré* (1980), sa recherche débouche aujourd'hui sur deux ouvrages qui, de paraître simultanément, se renforcent l'un l'autre. D'un côté, *D'Archimède à Einstein* ; de l'autre, *Les Passions du savoir*. Le premier de ces deux livres est plus « historique » ; le second, plus « épistémologique ». Tous deux proposent une vision relativement critique de la science : non pas de ses résultats, bien sûr, mais de l'usage qui en est fait et du statut qui est le leur dans notre culture.

Qu'il s'agisse d'Archimède ou d'Einstein, de Léonard ou de Galilée, de Darwin ou de Pasteur, Pierre Thuillier montre d'abord qu'aucune théorie scientifique n'a jamais réussi à se constituer ni à s'imposer par des moyens totalement clairs et transparents. Contrairement à ce qu'on enseignait autrefois dans les manuels de philosophie, la scientifique ne procède pas seulement par induction ou déduction. Les faits qu'il invoque sont toujours partielle-

ment subjectifs, les raisonnements qu'il utilise rarement explicites, les résultats auxquels il parvient fréquemment discutables. D'autre part, la communauté scientifique et l'opinion publique mettent un certain temps avant de distinguer le bon grain de l'ivraie. Bref, si la vérité progresse, elle n'avance que lentement et au milieu de bien des confusions.

Faut-il inculper
le progrès scientifique ?

Il y a pire : ces confusions sont souvent entretenues par ceux-là mêmes qui devraient les dissiper. Nombre de scientifiques ont apporté leur caution à de fausses sciences ou à des théories dont ils savaient au moins qu'elles pouvaient être trompeuses. Ce point est plus particulièrement développé dans *Les Passions du savoir*. Thuillier y revient sur ses exemples favoris, empruntés à la biologie et à la sociologie. Le darwinisme et le « darwinisme social » n'ont en effet cessé, depuis cent ans, de donner lieu aux interprétations les plus extravagantes. Ils ont inspiré une bonne part des mythologies racistes ou sexistes qui ont sévi au vingtième siècle — et pas seulement, hélas ! chez les idéologues nazis. C'est d'ailleurs un cousin de Darwin, Sir Francis Galton, que revient le discutable honneur d'avoir relancé l'eugénisme à la fin du siècle passé.

On atteint sans doute là une limite propre aux recherches de Thuillier : par sa situation de science intermédiaire entre le monde de la matière et celui de l'esprit, la biologie est une discipline vulnérable. On ne saurait tirer, des errements auxquels elle a pu donner lieu, des raisons d'inculper le progrès scientifique. Il n'empêche que la communauté

intellectuelle, dans son ensemble, se doit de demeurer vigilante. Les sciences de la vie sont en plein essor, et les développements récents de la génétique, des biotechnologies, de la recherche sur le SIDA ou sur la procréation artificielle montrent assez que les problèmes éthiques, en ce domaine, sont chaque jour plus nombreux et plus difficiles à résoudre. C'est dire qu'une réflexion accrue s'impose.

Ajoutons qu'une semblable réflexion apparaît indispensable, bien que Thuillier en parle moins, dans beaucoup d'autres domaines. L'ensemble des problèmes humains — qu'il s'agisse de la conquête de l'espace, de la protection de l'environnement ou du développement du tiers-monde — sont aujourd'hui entre les mains d'experts. Ceux-ci savent ce qui est. Mais faut-il leur laisser le pouvoir de décider ce qui doit être ? Peut-on être sûr qu'ils ne se feront jamais, y compris à leur insu, les défenseurs d'un lobby, les avocats d'un intérêt particulier — au détriment de l'intérêt général ? Qui, d'ailleurs, définira ce dernier ?

Le travail de Pierre Thuillier amène, on le voit, à poser des questions proprement politiques. Il se garde d'y répondre — et l'on se doute que la réponse serait complexe. Mais les questions, en tout cas, valent d'être posées. La science n'est-elle pas, pour reprendre une formule célèbre, une affaire trop sérieuse pour être abandonnée aux scientifiques ?

CH. D.

★ **D'ARCHIMÈDE À EINSTEIN**, de Pierre Thuillier, Fayard, coll. « Le temps des sciences », 400 p., 160 F.

★ **LES PASSIONS DU SAVOIR**, de Pierre Thuillier, Fayard, coll. « Le temps des sciences », 276 p., 145 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Un mouchoir et un couteau

(Suite de la page 9.)

Nicolas ramasse l'autorité abandonnée par le commandant en titre, donne les ordres appropriés, et tire le navire de ce mauvais pas. Toujours le savoir-précis qui sauve, appliqué au juste moment ! Le héros préfère ce savoir-faire — et l'histoire lui donnera raison — aux remèdes globaux dont rêvent Marx, rencontré à Londres — et subventionné ! — ou les révolutionnaires de 1848, croisés à Paris, ainsi que Hugo et Lamartine.

Et quand il finira par se faire déposer au Mexique, où son destin s'est noué, il se dévouera de tout pour se retrouver en chemin, avec juste en poche le mouchoir et le couteau de ses débuts, vivraque bien suffisant aux esprits fins, aux joies éternelles...

À part de ce qui est avéré et celle de l'imaginaire, qui s'en soucie dans ce type de livre ? L'auteur a rêvé dans les intervalles laissés par la chronique : c'est la loi du genre.

Une chose frappe dans la *Désirade* : contrairement à tant d'autres écrivains du second métier, contrairement à son ancien patron en politique, par exemple, Giscard d'Estaing, Deniau observe la règle du « no personal remark » en honneur dans leurs éducations soignées, et il se garde de toute confidence, même indirecte. Il joue le jeu du strict professionnalisme. Ce qui ne le prive pas de laisser poindre une certaine philosophie de l'action, sinon de la vie, qui pourrait se résumer ainsi : puisque l'état de nature n'est plus de mise, si tant est qu'il fût un frère, prenons l'humanité comme elle est. Faute d'en faire un frère, traitons autrui en noble étranger, c'est plus tolérable et moins meurtrier que de vouloir son bonheur de force ou de rêver progrès. Et confions la barre à qui en fait bon usage !

L'épisode du cyclone ne vise pas à rehausser un style qui s'est voulu, tout au long, effacé, au ras des faits, bien carré dans ses indications présentes de scénario d'action, sans excès de subtilité psychologique ni de couleur locale. Il met en valeur la grande leçon sans cesse présente sous le divertissement : que, dans la conduite des destins individuels et collectifs, rien ne vaut le maître que donne la mer, faite de savoir-précis, d'expérience, et du sens de l'opportunité, du moment à saisir, comme quand le navire menacé fait tête au vent, entre deux lames.

Ce sens marin, qui a à voir avec le coup d'œil, un mélange de courage et de flair, quelque chose comme le talent, on savait que Deniau n'en manquait ni en mer ni à terre. Il est devenu clair qu'il en a à revendre, aussi, la plume à la main.

★ **LA DÉSIRADE**, de Jean-François Deniau, Orban éd., 390 p., 95 F.

denoël
un été historique

AVIGNON 88

On y danse...

ON danse à Avignon. Karine Saporta a ouvert le bal et moi, dès qu'approche la date du 14 juillet, c'est comme une obsession, une sorte de rituel, le bal, je le cherche. Un vrai avec une buvette, un orchestre et son chanteur, des dames en robe imprimée qui valsent ensemble, un vieux couple bien accordé, des enfants qui courent entre les jambes des danseurs, bref toute la mythologie du musette comme dans les films italiens ou quelquefois dans une rue oubliée de banlieue. Et un peu partout le 14 juillet. A Avignon, ce soir-là, le théâtre laisse la place aux flonflons.

L'avant-veille, nous avons trouvé quelque chose : rien à voir avec la prise de la Bastille, une fête votive à Rognonas qui célèbre saint Eloi sur la place près de l'église. Il y avait quand même un feu d'artifice, des manèges pour les petits et les grands, un jeu de boules, des tirs aux fléchettes et à la carabine, des jeux d'adresse. Et un bal, annoncé avec orchestre. En réalité c'était seulement une disco portative avec bandes musicales, projecteurs colorisés qui clignotaient et balançaient, disc-jockey - plus dégarni et venu qu'ils ne le sont habituellement. Mais c'est un accordéoniste qui a accompagné live les numéros du groupe folklorique sardes, robes rouges et chemises blanches, mains croisées, chorégraphie pudique.

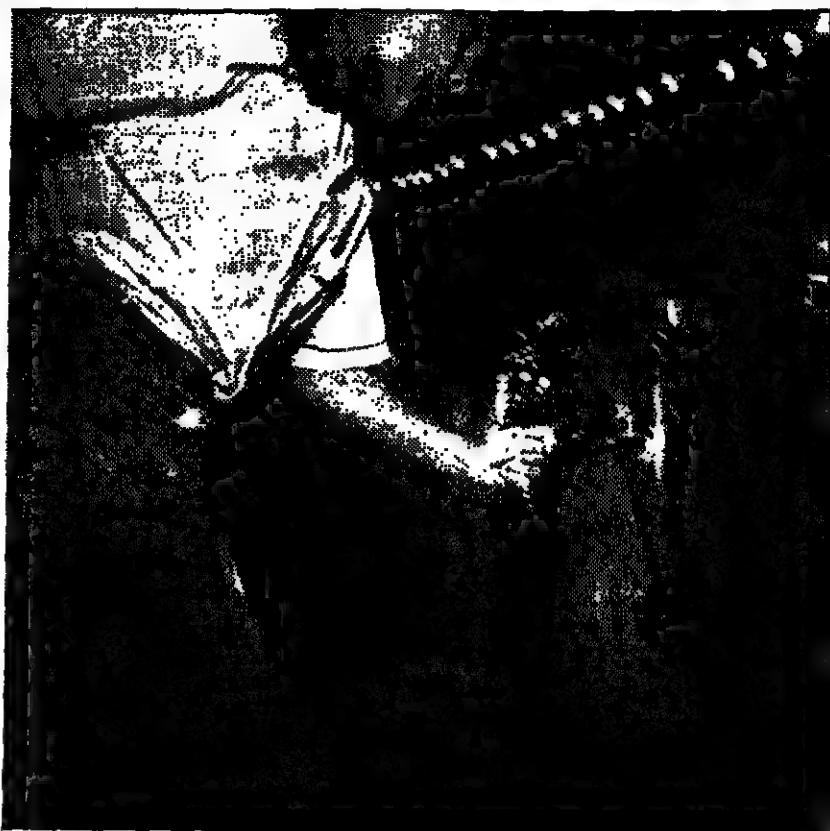
Pour le reste, tout y était, les robes imprimées, le vieux couple bien accordé et aussi les adolescents frénétiques

gambadant sur la Bamba, et les autres, ceux qui ont abusé de la bière, ceux qui s'abîment le champagne sur les tables poisseuses de la buvette, et les virtuoses de l'espagnolade, ceux du tango et de la valse à l'envers, les nostalgiques du twist, les enfants qui courent entre les jambes des danseurs, les gamines en minijupes qui, fières comme tout, amoureusement, rockent avec leurs pères...

LES enfants sont toujours beaux. Même maladroits, ils sont rarement disgracieux. Et puis ils sont si heureux de frôler les amusements d'adultes, de courir librement, simplement de se trouver dehors la nuit. En ce moment, dans les rues d'Avignon, on voit beaucoup de jeunes parents, en grandes ou petites vacances, flâner très tard, comme à Barcelone, avec leurs gosses ou des bébés en poussette qui, l'œil bien vif, n'en perdent pas une miette.

Les petits Gitans sont revenus, discrètement d'ailleurs, à peine un ou deux faisant les terrasses de restaurant, très polis. Le plus jeune, qui a l'âge de perdre ses dents de lait, est habillé classe, porte un petit chapeau de paille, sourit et gazouille volontiers. L'autre ne sait pas sourire, ouvre à peine la bouche pour grommeler un « merci » éraillé. L'indifférence impitoyable de son regard sombre vous poursuit bien après qu'il est parti, bien droit, minuscule et grave.

COLETTE GODARD.



Ovide par Maggiani

L'inclémence d'Auguste

Fidèle au rendez-vous Serge Maggiani est à Avignon. Cette fois il interprète des poèmes canailles d'Ovide.

Chaque saureau lancé dans une corride pourrait, dans chaque arène de l'Espagne, tomber sur un point précis où il ne risquerait plus rien, où il pourrait déjouer toute menace, après quoi il quitterait l'arène, libre, vivant. Mais ce point précis dans l'ombre ou la lumière du sable, dans le peu de minutes qu'obligatoirement dure la course, le saureau ne tombe pas dessus, presque jamais.

De même les humains peuvent avoir, dans les arènes de leurs journées, un point d'ancrage, un lot de sécurité, de repos. Pour tel voyageur, ce sera, à Moscou, le naturaliste de la rue Arbat, celui qui vend des pin-gouins, ou bien, à Rome, le mur de la Villa Adriana dont les briques ressemblent à des rayons de miel.

Au Festival d'Avignon, chaque mois de juillet, pour bon nombre de pèlerins, la bouée de sauvetage, dans l'océan du in et du off, c'est Serge Maggiani. L'an dernier, il était dans la Cour d'Honneur le frère de Rodrigue dans le *Soulier de satin*. Mais il jouait aussi, seul, dans le théâtre du Chien qui Fume, les textes de François d'Assise. Nous l'avions entendu auparavant « jouer » les Mémoires de Saint-Simon, puis des nouvelles de Tourgeniev.

Maggiani « fidèle », comme l'on dit aujourd'hui, ses publics, par son magnétisme. Ses yeux noirs très voyageurs, ses doigts animés longs comme des cannes à pêche, son torse d'anguille, ses gestes instantanés de gazelle qui sent l'approche de la panthère, sa voix de violon d'amour ou sa voix de flûte de jade ou l'une ou l'autre de ses dizaines de voix, vous conviendrez que tout ce cirque a de quoi vous laisser bouche bée, d'autant plus que Serge Maggiani, en acteur virtuose, fait éclater et voler dans l'air du théâtre toutes les nuances gaies ou poignantes des très

beaux textes qu'il choisit de jouer. Il nous laisserait l.o. même avec des textes pas terribles. C'est justement le défi qu'il lance, cette fois-ci. Pari gagné : son spectacle est plus soufflant que jamais.

Maggiani, en effet, nous envoie en pleine poire des poèmes pas d'une fraîcheur folle : les *Amours* d'Ovide.

Ovide est ce célèbre poète romain né en 43 avant J.-C. dans une petite ville, Sulmona, où se croisaient plusieurs rivières (Ovide dit que « les provinces semblaient s'embrasser sur ses bords »). Ovide aurait pu rester là, à cultiver quelque chose ou à surveiller les olives, mais, sans lui demander son avis, son père lui fit un coup tordu : il lui apprit à lire, - c'est ainsi du moins qu'Ovide présente la chose, plus tard, lorsque ses lectures l'ont conduit au désastre.

La dégringolade d'un marginal

Sachant lire, Ovide très bêtement se met à écrire. Il partit pour Rome. Il y fut « décevoir », c'est-à-dire pompier ou gardien de prison, l'un des deux. Puis il décida de devenir poète. Son père, qui ne pensait que gros sous, patrimoine, héritage, lui dit : « Poète ! Mais mon enfant, tu cours à la ruine. Prends même un poète très connu, Homère. Il n'a rien lâché ! »

Ovide s'entêta, et il avait raison parce qu'il disposait d'une faconde prodigieuse : il écrivait, pendant vingt ans, le poète le plus populaire de Rome. Un matin, deux soldats vinrent le cueillir, au saut du lit : l'Empereur Auguste l'expédiait en rélegation, à l'autre bout de l'Empire, - aujourd'hui c'est Constanza, en Roumanie.

Le motif, les historiens se l'ont jamais su. Ovide lui-même, qui avait alors 52 ans, a admis qu'il y avait un motif, en effet, mais il n'a pas dit quel. On a évoqué des histoires de femmes, c'est fort douteux. Ovide était enfin fidèle à sa troisième épouse, allée à l'Empereur. L'hypothèse la plus probable est qu'Ovide

avait écrit quelques vers à la louange d'Augusta, le comparant à des dieux, l'appelant même « Jupiter ». Or Auguste admettait que les poètes le portaient aux nues dans les provinces et les territoires annexés, mais ne supportait pas que des écrivains l'encensent à Rome, où le gratin se serait moqué de lui.

Pour jouer les poèmes érotiques d'Ovide, Serge Maggiani s'est fait la dégringolade d'un semi-dodo marginal, insolent, mimant un peu les faux ahuris. Il se fait accompagner de musiques, comme à Rome. Il nous fait passer en soixante minutes par toutes les couleurs du spectre dramatique, c'est très drôle. Il faut reconnaître qu'Ovide est très drôle aussi, par exemple lorsqu'il interpelle le mari de la femme qu'il aime, Corinne. Fou de rage, parce que ce mari n'est pas jaloux du tout, il dit :

« Coexister un débile, ce n'est pas [sport] ! »

Autant aller voler du sable sur les [plages] !

Je te préviens : décide-toi à la [surveillance] !

Si non je vous laisse tomber, elle et [toi] !

J'ai fait preuve jusqu'ici de [beaucoup de patience] !

Mais non, tu nous laisses faire sans [rendre] !

Une dernière fois, aie-nous à l'œil, [sinon adieu] !

MICHEL CURNOT.

* Théâtre du Chien qui fume, jusqu'au 4 août, 17 heures.

« L'Augmentation », de Georges Perec

Plus par plus égale moins

Coup d'envoi du cycle Perec avec L'Augmentation, mise en scène par Didier Bezace autour de Michel Berto. De l'introduction du sentiment dans un programme d'ordinateur.

Qui, les yeux rivés sur l'écran mat de son ordinateur, n'a rêvé, n'a voulu échapper un instant à l'alignement froid des signes et s'en aller, au-delà, à la découverte de nouveaux espaces ?

Georges Perec a connu, avant même que le développement de la micro-informatique ne popularise le dialogue élastique des machines et des hommes, cette expérience-là. Parce qu'il était écrivain, parce qu'il avait un talent qui se nourrissait de la logique pour mieux l'affronter, parce qu'il avait le don de déceler dans la mathématique une forêt de sens que bien des mathématiciens arpenteraient sans la voir. Quand, à la fin des années 60, une revue d'enseignement programmé d'informatique appliquée lui demanda d'écrire un texte à partir d'un organigramme apparemment simple - il tenait en une page, - Perec rédigea un monologue, en tenant compte de toutes les éventualités prévues par le pro-

gramme, et nous livre *L'Augmentation*.

On « Comment, quelles que soient les conditions météorologiques, climatiques, économiques ou autres, mettre le maximum de chances de son côté en demandant à votre chef de service un réajustement de votre salaire ». Le meurtre de la pièce est multiple : il y a la proposition - vous allez voir votre chef de service pour lui demander une augmentation, - l'alternative - il est ou n'est pas dans son bureau, - l'hypothèse positive - il est dans son bureau, - l'hypothèse négative - il n'est pas dans son bureau ; ce sera là l'un des principaux ressorts dramatiques de l'œuvre. Quant à la conclusion, essayez de l'imaginer.

Michel Berto, unique protagoniste de *L'Augmentation*, aurait dû, tel un coursier qui se déplace en « surbrillance » sur les signes d'un écran d'ordinateur, passer de l'une à l'autre de ces éventualités et repérer les balises décidées par l'auteur. Au lieu de quoi il est entré par son maître en scène, Didier Bezace, qui nous a habitués à fréquenter de la meilleure façon les grands textes (le *Monde* daté 12 juillet) dans une sorte de délire onirique et pathologique que la lecture du texte n'imposait pas.

La force de *L'Augmentation* est tout entière dans son architecture et

dans son procédé. La violence, l'humour, l'intensité de la charge sociale, un tourbillon qui s'en va même franchir le seuil de la métaphysique, tout y est sans qu'il soit nécessaire d'en « rajouter ». Or Didier Bezace en rajoute, depuis son hommage peu discret à Perec lui-même - il s'empare d'une photo connue de l'auteur avec son chat et nous la sort sagement - jusqu'à l'intrusion dans l'action d'un psychiatre qui, si nous ne l'avions pas encore compris à la vision du décor claustrophobique et d'ailleurs beau de Jean Haas, nous signifie la désolante condition du personnage. Du coup, l'extrême précision et la finesse du texte de Perec sont comme étouffés par des images trop évidentes, l'humour carnassier tourne très tôt à la franchise rigolade avant qu'un tragique un peu too ne rende que très mal compte d'une peur anormale plus noire contenue dans les mots.

Cette présentation de *L'Augmentation* a bien sa cohérence, il y a là du travail et de l'intelligence. Mais la première des quatre confrontations de Perec et de la scène en Avignon cette année n'a pas eu vraiment lieu.

OLIVIER SCHMITT.

* Jusqu'au 19 juillet, salle Beaudin XII, 21 h 30.

Mécanique céleste dans une nuit d'été

(Suite de la première page.)

On peut en déduire que nous avons donc bien entendu la « version définitive » de *Répons* (1), puisque Boulez, malgré ses promesses successives, n'y a plus touché depuis quatre ans. Et c'est fort bien ainsi, car l'œuvre a trouvé son équilibre entre les discours durs, poétiques, subtils de l'ensemble instrumental, les éblouissements débouchés de couleurs des solistes (qui apparaissent brusquement illuminés autour du podium central, comme juchés sur de fiers destriers, en une vision saisissante) et les interactions succes-

sives de ces deux groupes : jeux multiples de « répons » à la manière médiévale, qui sont la trame de l'œuvre, avec les prodigieux effets de la 4 X multipliant les figures sonores comme les étoiles du ciel.

Sans revenir sur le déroulement de la partition, souvent retracé ici (le *Monde* des 20 octobre 1981, 14 septembre 1982 et 9 octobre 1984), on ne pouvait manquer d'être frappé, dans le silence et la chaleur de cette nuit d'été, par le rayonnement, la vigueur, la capacité de rêve, le dynamisme et la sérénité de cette partition qui ne raconte rien,

n'évoque rien, n'offre aucune prise au romantisme, mais reflète à sa manière, dans les traits simples qui émaillent son écriture multiple et complexe, une sorte de mécanique céleste perçue par la souveraineté de l'esprit. Mais n'était-ce pas la beauté du cadre qui nous montait à la tête ?

Pierre Boulez et ses musiciens de l'Ensemble Intercontemporain respiraient à pleins poulmons dans cette musique qu'ils connaissent si bien et où ils déploient une merveilleuse liberté concertante, en particulier dans toutes les entrées rayonnantes des solistes (Marie-Claire Jamet,

Michel Cerutti, Vincent Buer, Daniel Ciampolini, Pierre-Laurent Aimard et Alain Neveu), qui interviennent dans la fête comme des musées de bon vin, au degré d'alcool très renforcé par les ingénieurs de l'IRCAM, et au premier chef Andrew Gerzso.

JACQUES LONCHAMPT.

* Carrière Callet à Bouillon (15 km au sud d'Avignon). Jusqu'au 19, 22 heures.

(1) *Répons* sera diffusé sur France-Culture le 31 juillet, à 22 h 35.

« La Fiancée aux yeux de bois », de Karine Saporta

Vue des rails

L'âme russe plane sur l'entreprise de Karine Saporta. Cela ne suffit pas à faire un spectacle.

Nostalgie, nostalgie, quand tu nous tiens... « Enfant bercée par les propos romantiques d'une famille ayant traversé pour une longue période de son histoire la Russie... j'entends souvent cette expression de « l'âme russe », nous dit Karine Saporta.

Tous le monde n'a pas comme elle de tels ascendants, mais « l'âme russe » est un concept culturel suffisamment répandu pour qu'on puisse la reconnaître et l'acquiescer. Elle plane manifestement sur *La Fiancée aux yeux de bois* ; elle ne suffit pas à faire un spectacle.

Les emprunts à Tadeusz Kantor non plus. Lorsque la lumière se fait tout doucement sur le plateau, on se croirait dans la *Classe morte* : des personnages grêles, le regard fixe, sont assis à de petits pupitres d'écolier en bois blanc. Des experts de Kantor déclarent plus loin des citations de Witkowiec, Witkowiec et de Qu'ils créent les artistes.

Le thème omniprésent du voyage évoque le monde tzigane : un double rail court le long de l'avant-scène, des bruits lancinants de trains occupent une bonne part de la bande-son, relayés par de belles musiques tzigannes (et aussi par les Danses ploviennes du *Prince Igor*), on manipule sans fin des valises. Pris isolément, les ingrédients sont plutôt bons : il y a aussi Sophie Boulin, qui chante des chansons russes avec une très jolie voix et une sensibilité révéce ; la sauce ne prend pas. Car il ne se passe pas grand-chose, au long (très long) des une heure et quarante-cinq minutes que dure le spectacle. Le vocabulaire chorégraphique est extrêmement limité : les cinq personnages, un peu somnambules, répètent indéfiniment les mêmes petites actions (se coucher sur les rails, déplacer leurs pupitres, se suspendre aux cordes qui pendent des cintres, se balancer, tourner) ou restent immobiles.

Un anxiété s'installe, qui fait douloureusement ressentir l'inconfort des banes du gymnase Aubanel.

SYLVIE DE NUSSAC.

* Gymnase Aubanel, à 22 heures, jusqu'au 16 juillet.

Le bruit rose des acousticiens

Pour l'IRCAM et *Répons* en plein air, les acousticiens de l'IRCAM sont sortis de leur tour d'ivoire. Les acousticiens sont bizarres. Allez comprendre pourquoi ils aiment tirer des coups de revolver. Ou bien encore pourquoi ils ont baptisé « bruit rose » leur unité de mesure acoustique préférée, largement utilisée pour tester la carrière Boulbon... Andrew Gerzso, l'assistant musical de Pierre Boulez, a le sens de l'image. C'est l'un des fidèles de l'IRCAM, où il est entré en 1977, alors flûtiste du département instrument et voix dirigé par Giobakar. Puis, très vite, le virus de l'informatique l'a saisi. Aujourd'hui, outre son rôle aux côtés de Pierre Boulez, il mène une recherche sur l'utilisation de l'ordinateur dans le processus de composition. Mais, à l'origine, il n'y connaissait rien... C'est rassurant.

« Le bruit rose, explique-t-il, est atroce, moche, comme une sorte de crachotement, mais il est fabriqué selon une méthode très précise et on en connaît exactement la composition. Dans la carrière, les acousticiens l'ont envoyé, depuis un haut-parleur, en divers points, et ont pu mesurer ainsi exactement la distorsion qu'il avait subie à l'arrivée, et donc savoir ce qu'il fallait corriger. »

Après, de retour à l'IRCAM, où, pendant un an, ils ont travaillé en simulant les données acoustiques de la carrière sur un ordinateur, les choses se compliquent. Passons sur les circonstances exactes qui les ont conduits à amplifier un soupçon l'orchestre central, dans la carrière, sur le réglage des graves et des aigus « comme sur une chaîne hi-fi », assure sourient

Andrew Gerzso... Et retrouvons-les un an plus tard... Un peu « bousculés » : sur le terrain, avec l'orchestre, ils n'ont que quatre jours pour peaufiner les dernières mises au point.

Pendant ce temps, il fait chaud, très chaud même... La 4X (voir le *Monde* du 14 juillet) donne des signes d'insolation, malgré les prodiges de climatisation dont elle fait l'objet. Il faut lui adjoindre pendant quelques jours des sortes de gros tuyaux d'aluminium pour évacuer la chaleur qu'elle fabrique aussi toute seule. « On se serait cru dans une cuisine », assure Gerzso. Les pianos, eux, somment au soleil, mais dans des saisons isothermes.

L'IRCAM dispose d'une structure métallique indépendante qui supporte haut-parleurs, câbles, projecteurs, et nécessite à peine

deux jours de montage. L'équipe à Avignon, sans les musiciens, bien sûr, c'est dix personnes, pas plus.

Cette aventure du plein air a séduit l'IRCAM. Pour plus d'une raison. De retour à Paris, les chercheurs en acoustique en salle, une des spécialités de l'IRCAM, vont retravailler certaines données livrées par la carrière Boulbon. « Un va-et-vient salutaire entre la tour d'ivoire et la réalité. » Bien sûr, il a fallu passer des compromis. Pierre Boulez l'a reconnu. Mais pour Andrew Gerzso, le résultat est plus que satisfaisant. « La carrière Boulbon n'est pas seulement un lieu difficile. Au-delà de sa beauté, l'espace permet une qualité d'analyse, de clarté. Le son y est léger, aéré, transparent. Curieusement, nous y jouons un peu moins fort que dans d'autres endroits. »

ODILE QUIROT.

Deux dinosaures

Voilà donc, une fois encore, un de ces spectacles anémiques comme la danse contemporaine française en présente tant. Pas forcément laid ni désagréable, mais court de souffle, faible du jarret, chétif d'imaginaire. Certains créateurs, dès leurs débuts, ont pêché par outrance; on criait parfois au mauvais goût, à la provocation, mais au moins il se passait quelque chose, il y avait une certaine générosité. La danse d'aujourd'hui pêche par excès contraire, par manque. Timidité, maladresse, pudeur? Ou a-t-elle vraiment si peu à dire?

**Les Arts
Florissants**
WILLIAM CHRISTIE

**FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE**

Le nouveau mal de la jeunesse

● « Barbebleu » raccourci. — La version française du film de Fabio Carpi, *Barbebleu* — l'auteur du *Quatuor Basileus* — sera présentée en France dans une version plus courte de trente minutes. Le metteur en scène milanais a vivement protesté contre cette décision, d'autant qu'il affirme ne pas avoir été informé de cette « mutilation » et l'avoir découverte lors d'une projection.

● **ERRATUM.** — A la suite d'une erreur technique, nous avons publié dans notre numéro du jeudi 14 juillet, dans la rubrique « Arts et spectacles », page 16, une liste d'expositions, sur chapitre « Divers », qui étaient périmées. D'autre part, plusieurs expositions étaient annoncées en double ou triple « exemplaires ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

Crise au CESP ?

1987	

Il reste, que si les éditeurs de presse magazine ont finalement accepté la prochaine publication de l'audience de leurs titres, dont les méthodes conçues par le Comité scientifique avaient été unanimement approuvées dès 1987, la crise est bel et bien là. Et l'accalmie estivale peut-être trompeuse.

YVES-MAURICE LABÉ

45-55-91-82, poste 4344

Une relaxe et des réactions

lors estimé que l'académicien avait

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
45-55-91-82, poste 4344

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
45-55-91-82, poste 4344

théâtre

LES SPECTACLES
NOUVEAUX

[illegible]

1st activity

[illegible]

Revenu minimum d'insertion La mission de M. Fragonard

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale et de la solidarité, a présenté le mercredi 13 juillet, le projet de revenu minimum d'insertion adopté par le conseil des ministres. Il a aussi annoncé la mission confiée à M. Bertrand Fragonard, commissaire au Plan, pour, selon les termes de la lettre adressée par le premier ministre, « assurer la préparation de la mise en place et de la mise en œuvre ».

En attendant sans doute de prendre la tête de la délégation interministérielle qui en sera chargée, M. Fragonard devra « contribuer à la préparation et au suivi du débat parlementaire et étudier les conditions de mise en œuvre du revenu minimum », réfléchir « aux méthodes d'analyse susceptibles d'éclairer les autorités de l'Etat et les collectivités locales », prendre les contacts nécessaires avec tous les partenaires intéressés et « susciter la mobilisation des énergies ».

Plusieurs syndicats, d'accord sur le principe d'un revenu minimum d'insertion, ont cependant exprimé des réserves voisines sur les modalités d'application. « Le dispositif

est écartillé : d'un côté la gestion du revenu, de l'autre l'insertion », observe la CFDT qui demande que « moins d'éléments soient renvoyés au décret ». La CFTC réclame « une coordination effective de tous les responsables de l'action sociale et de tous les acteurs de la politique de l'emploi » et émet « des réserves sur les ressources à prendre en compte pour évaluer le droit » à une allocation. Dans le même sens, la CFE-CGC souhaite que l'on « approfondisse l'articulation délicate entre procédures d'attribution de la prestation et réalisation des actions d'insertion ».

Un homme d'expérience

En confiant à M. Bertrand Fragonard, commissaire au Plan, la charge de suivre la préparation et la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion, M. Rocard peut a priori capter avoir désigné « the right man in the right place », sur le plan technique comme sur le plan politique.

Ancien directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales de janvier 1980 à la fin d'octobre 1987, M. Fragonard a l'expérience de la mise en œuvre de prestations com-

plexes. Il a été le créateur de l'« allocation de parent isolé », versée à des mères seules et sans ressources et a été à l'origine de la redéfinition de l'action sociale des caisses d'allocations familiales (CAF) pour prendre mieux en charge les familles défavorisées. Il a en l'occasion, avec le développement de l'« allocation parentale d'éducation », de faire « prospecter » les futurs bénéficiaires par les caisses, et il avait souhaité que la même politique fût appliquée pour l'allocation logement : c'est un problème qui se posera aussi pour le revenu minimum.

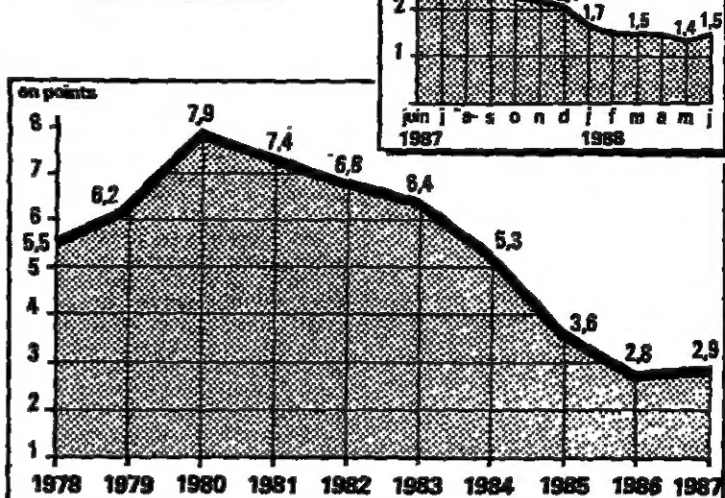
Mais, à ce poste, M. Fragonard a aussi su se faire apprécier des partenaires sociaux : syndicats, employeurs et associations familiales. Il devra y ajouter maintenant les collectivités locales, qui ne sont pas des inconnues pour les CAF, mais surtout les gestionnaires de l'emploi et de la formation, qu'il connaît moins. Dernier avantage : membre des cabinets de M. René Lenoir et de M. Simone Veil de 1974 à 1980, il ne manque sans doute pas de contacts avec les « politiques » du centre. D'ailleurs sa nomination comme commissaire au Plan par le gouvernement de M. Chirac est un témoignage.

G. H.

Hausse des prix : + 0,3 % en juin

La hausse des prix à la consommation en France a été de 0,3 % en juin par rapport à mai, selon l'indice provisoire publié mercredi 13 juillet par l'INSEE. La hausse des prix atteint 1,7 % depuis le début de l'année et 2,6 % en six mois (juin 1988, comparé à juin 1987). L'augmentation des prix de détail avait été de + 0,2 % en mai, + 0,5 % en avril et + 0,3 % en mars. L'écart d'inflation avec la RFA (différence des hausses de prix sur un an dans les deux pays), qui était de 1,4 point en mai — plus bas niveau depuis quinze ans — est remonté à 1,5 point. Il était de 8 points à la fin de 1980 et de plus de 2 points à la fin de l'année dernière.

ÉCART D'INFLATION FRANCE-RFA



MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 13 juillet

Raffermelement
La tendance s'est raffermie mercredi en fin de séance à Wall Street dans un marché très actif. L'indice Dow Jones, qui avait perdu 18,67 points mardi, en regagnait 11,73 (+ 0,5 %) pour clôturer à 2 104,37. Cette hausse était attribuée par de nombreux professionnels aux propos du président de la Réserve fédérale (Fed), M. Alan Greenspan, devant la commission bancaire du Sénat. M. Greenspan a confirmé que les autorités monétaires avaient pris une série de mesures pour contenir une surchauffe économique dans le but de freiner les pressions inflationnistes. Analysant son discours, les intervenants estimaient, alors, que de nouvelles mesures de resserrement du crédit n'étaient pas nécessaires dans l'immédiat. D'où le mouvement de hausse des cours des actions observé à la Bourse. Toutefois, les taux d'intérêt obligataires, les taux d'intérêt obligataires, ont progressé, ont repris peu après leur progression. Les investisseurs marquaient ainsi leurs appréhensions à quarante-huit heures de la publication du chiffre du commerce extérieur américain de mai.

VALEURS	Cours de 13 juillet	Cours de 14 juillet
Alcoa	51 3/4	52 1/2
A.T.T.	28 1/8	28 1/8
Banque	28 1/2	28 1/2
Chemical Bank	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	68	67 7/8
Eastman Kodak	42 1/2	43 1/8
Exxon	44 3/8	44 3/8
Ford	51 1/2	51 5/8
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	81 1/8	81 3/8
J.P.M.	124 7/8	125 1/8
U.T.I.	43 1/4	43 1/2
Wells Fargo	40 1/2	40 5/8
Yale	48 3/8	48 1/2
Yale Corp. et Alcoa	55 3/4	55 7/8
Yale Corp.	55 3/4	55 7/8
Yale Corp.	55 3/4	55 7/8
Yale Corp.	55 3/4	55 7/8
Yale Corp.	55 3/4	55 7/8

LONDRES, 13 juillet

Hausse prudente
Dans un marché toujours marqué par le calme et la prudence, dans l'attente de la publication d'indicateurs économiques britanniques et américains, la Bourse a enregistré une hausse modérée. L'indice FT s'est apprécié de 0,4 % à 1 500,8. Le moment des échanges était sensiblement supérieur à celui de la veille avec 431 millions de titres en circulation contre 398 millions mardi. Parmi les secteurs en hausse se distinguaient ceux des valeurs bancaires. Une rumeur faisait même état d'une éventuelle offre d'achat sur la banque d'affaires Morgan Grenfell. Les titres de l'industrie pharmaceutique ont aussi progressé, les cotations de British Aerospace étaient supérieures à celles de la veille. La firme a en effet demandé au gouvernement britannique un délai de réflexion pour considérer la proposition d'achat de Rover à la suite des décisions de la Communauté européenne (lire page ailleurs). Enfin, les valeurs étrangères ont haussé tout comme les fonds d'Etat.

TOKYO, 14 juillet

Instabilité
Le mouvement de baisse observé mercredi s'est poursuivi durant une grande partie de la séance du 14 juillet avant d'être stoppé. L'indice Nikkei terminait jeudi sur une hausse de 63,92 points (+ 0,22 %) à 28 084,08. Sous la pression des prises de bénéfices, le repli se poursuivait lors des premiers échanges. Le Nikkei perdait alors jusqu'à 51,70 points dans un marché où 1,3 milliard de titres étaient échangés. Le mouvement d'inversion survint sous l'effet d'un regain d'achats en fin de séance. Au total, 2,1 milliards de titres ont été négociés contre 2 milliards la veille. Les opérateurs ont expliqué la nervosité et l'instabilité de l'indice Nikkei par l'attente de la publication vendredi du montant du déficit commercial américain de mai. Sur le marché des changes, le dollar a gagné 0,48 yen à 132,95 yens.

VALEURS	Cours de 13 juillet	Cours de 14 juillet
Alco	890	890
Asahi	1 320	1 320
Casaca	1 270	1 320
Fuji	3 170	3 180
Honda Motor	1 800	1 850
Mitsubishi Electric	2 500	2 520
Mitsubishi Heavy	890	1 020
Sanyo	5 280	5 400
Toshiba	2 640	2 720

● La Belgique relève son taux d'escompte. La Banque nationale de Belgique (BNB) a annoncé le mercredi 13 juillet un relèvement de 0,25 point de son taux d'escompte et d'avances, qui passent respectivement à 7 % et 7,25 %.

TRANSPORTS

Lundi 18 juillet : journée noire pour le trafic aérien

Le trafic aérien risque d'être perturbé, le lundi 18 juillet. En effet, les contrôleurs aériens de la CGT, de la CFDT et du SNCTA (le principal syndicat chez les « aiguilleurs du ciel ») ont déposé un préavis de grève pour cette date. Conformément à la loi, un service minimum sera institué, et Air Inter indique notamment que l'ensemble des vols prévus entre la Corse et le continent aura lieu, soit 23 vols.

Les syndicats de contrôleurs, confrontés depuis quelques années à une forte augmentation du trafic aérien (non seulement le trafic au départ et à l'arrivée des aéroports français mais aussi le trafic de survol de la France entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, notamment) réclament un calendrier précis de discussions avec les pouvoirs publics, tant en matière d'effectifs que de rémunérations.

Cette grève coïncide avec la reprise de la grève nationale des pilotes et mécaniciens d'Air Inter dans la tranche horaire 0 heures-8 heures, tous les jours de la semaine prochaine. Ils demandent le pilotage à trois des Airbus A-320.

Reprise en Grèce

Un soulagement, toutefois, pour les touristes : les contrôleurs aériens grecs, qui faisaient la grève de la faim et du sommeil depuis le 11 juillet, ont décidé mercredi de mettre fin à leur mouvement. Ils avaient été « réquisitionnés » par le gouvernement depuis le 23 juin.

D'autre part, en Espagne, les mots d'ordre de grèves tournantes du personnel au sol d'Iberia ont été levés.

« Air Inter : tél. (1) 45-39-25-25, ou Minitel 3614 code AIRINTER.

Importante chute du trafic trans-Manche à Douvres

Le port de Douvres — le premier en Europe pour les voyageurs — a enregistré une chute importante de son trafic trans-Manche de janvier à mai, en raison des grèves dans les compagnies de ferries. Sur cette période, le recul est de 32 %, avec 3 197 130 personnes transportées, par rapport à la même période de 1987 (4 709 730). Le nombre de liaisons par ferries a baissé de 45 % sur les cinq premiers mois de

l'année. Cette chute du trafic s'explique par la grève des marins britanniques de la compagnie P and O à partir du 1^{er} février dernier qui avait entraîné d'importantes perturbations dans les liaisons trans-Manche. Si le mouvement de grève continue encore, huit des onze ferries de la P and O European Ferries basés à Douvres assureraient toutefois leurs rotations actuellement. — (AFP.)

REPÈRES

Mouvements de capitaux

Fortes rentrées au Brésil

Les bénéfices rapatriés par les entreprises étrangères installées au Brésil devaient atteindre en 1988 le chiffre record de 1,4 milliard de dollars, selon les projections faites par la Banque centrale brésilienne à partir des chiffres du premier semestre.

Une grande partie de ces rapatriements de bénéfices sert à acquérir des titres de la dette brésilienne, revenant ainsi dans le pays sous forme d'investissement.

L'opération permet aux entreprises étrangères de réaliser des gains importants, les créances brésiéliennes étant très dévaluées sur le marché international (— 40 %), tandis que la valeur des investissements en cruzados reste élevée sur le marché brésilien.

Commerce extérieur

Importants échanges du Japon et de l'Afrique du Sud

Les échanges commerciaux du Japon avec l'Afrique du Sud ont atteint 2,1 milliards de dollars (13 milliards de francs) au cours des six premiers mois de l'année, ce qui correspond à une hausse de 13,3 % par rapport à la même période de l'an dernier. Selon les statistiques officielles les exportations ont augmenté de 45,3 % de janvier à juin tandis que les importations diminuent de 9,2 %.

Le volume des échanges a diminué au cours des deux derniers mois et il est possible de dire que les demandes gouvernementales sur le secteur privé pour qu'il réduise ses échanges avec Pretoria de manière volontaire sont en train d'avoir de l'effet », a déclaré un responsable du ministère japonais des finances.

Le commerce bilatéral entre les deux pays était en hausse de 64,1 % en mars dernier par rapport à mars 1987, mais en baisse de 9,4 % en mai et de 14,4 % en juin.

Le Japon s'était retiré les foudres de la communauté internationale en devenant en 1987 le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, prenant la place des Etats-Unis.

Masse monétaire

Croissance plus lente en France

La croissance de la masse monétaire s'est ralentie en France. Le gouverneur de la Banque de France, qui présidait, le mercredi 13 juillet, la réunion du Conseil national du crédit, a déclaré que les évolutions observées au cours des premiers mois de l'année « font ressortir une modération de l'expansion monétaire. Le taux de progression pour lequel un objectif de 4 % à 6 % a été fixé pour 1988, s'établit actuellement à 2,7 % sur un an. Les principales sources de la création monétaire, a souligné le gouverneur, ont contribué à ce ralentissement, à l'exception des crédits à l'économie dont le rythme de développement, déjà soutenu à la fin de 1987, s'est depuis lors encore légèrement renforcé ».

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

La Chambre des représentants vote un nouveau projet de loi de commerce

La Chambre des représentants américaine à majorité démocrate s'est prononcée à 376 voix contre 45 en faveur d'un projet de loi de commerce dénommé de quelques dispositions qui avaient conduit en mai dernier le président Ronald Reagan à imposer son veto au texte initial.

Peu avant, la Chambre avait voté à une très large majorité un texte initialement attaché au projet de loi de commerce et rejeté par le président Reagan, qui prévoit d'obliger les entreprises de plus de 100 salariés à donner un préavis d'au moins soixante jours pour licencier leur personnel pour des raisons économiques ou pour fermer une usine.

Le nouveau projet de loi de commerce que le président Reagan devrait probablement signer sera soumis au vote du Sénat après la tenue de la convention démocrate.

Le projet de loi de commerce, dont l'objectif général est d'obliger les marchés étrangers à s'ouvrir aux produits américains, est accompagné d'accroître l'autorité de la Maison Blanche pour conclure des accords commerciaux multilatéraux dans le cadre du nouveau « round » du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce) lancé à Punta del Este (Uruguay) en 1986.

De plus, le texte renforce la mise en œuvre et élargit la panoplie de mesures de rétorsion contre les pays accusés de protectionnisme ou de dumping qui font une concurrence jugée déloyale aux industries américaines. — (AFP.)

La Réserve fédérale américaine prête à réagir contre l'inflation

Le président de la Réserve fédérale américaine (FED), M. Alan Greenspan, a laissé clairement entendre le mercredi 13 juillet que la FED était prête à resserrer davantage sa politique monétaire pour écarter les dangers d'une accélération de la hausse des prix.

Les risques d'un retour à une inflation plus forte sont « suffisamment importants dans les circonstances actuelles pour que la politique de la Réserve fédérale aille plus dans le sens du resserrement que de l'expansion », a indiqué M. Greenspan devant la Commission bancaire du Sénat.

Le président de la FED a énuméré les risques actuels d'une reprise de l'inflation : la sécheresse aux Etats-Unis, le recul du chômage et les taux élevés d'utilisation des capacités de production industrielle.

● La Cour européenne enjoint BSN de rembourser une aide française. La Cour européenne de justice a enjoint le groupe agro-alimentaire français BSN de rembourser une aide accordée à une de ses filiales, la Société européenne de brasseries, à l'occasion d'un prêt du Fonds industriel de modernisation (FIM) en 1984. La France avait introduit un recours pour s'opposer à l'ordre donné en 1987 par la Commission européenne de rembourser l'aide. La Cour a rejeté le recours mercredi 13 juillet, les juges considérant que l'aide faussait la concurrence entre les brasseries européennes.

L'Association française des banques critique très vivement l'accès des PME aux billets de trésorerie

L'Association française des banques (AFB), par la voix de son président, M. Dominique Chatillon, s'est élevée très vivement contre la décision prise le mardi 12 juillet par la Commission de réglementation bancaire d'ouvrir plus largement aux petites et moyennes entreprises la possibilité d'émettre des billets de trésorerie et donc de se financer à un taux bien inférieur au taux de base bancaire qui y est le plus souvent appliqué.

Pour M. Chatillon, cette décision a été prise dans la précipitation, sans concertation véritable, et rencontre l'opposition de tous les intermédiaires financiers. « C'est une

mesure mauvaise à beaucoup d'égards, a-t-il déclaré. D'abord elle accentue la « désintermédiation » des banques, c'est-à-dire la détournement de leurs relations avec leurs clients déjà engagés via-à-vis des grandes entreprises. Ensuite, en réduisant la clientèle des établissements de crédit, elle va faire peser des charges accrues sur la clientèle restante. »

En outre, estime M. Chatillon, les billets de trésorerie de faible valeur émis par les PME seront négociés plus difficilement sur un marché réservé, jusqu'à maintenant, aux grands émetteurs.

AFFAIRES

Après deux mois de « réflexion »

Le Comité des établissements de crédit ratifie l'achat d'actions Midi par les Generali et AXA

Le Comité des établissements de crédit, réuni le mercredi 13 juillet, a finalement autorisé le groupe d'assurances italien Generali d'une part et le français AXA d'autre part à acheter plus de 10 % du capital de la Compagnie du Midi avec la possibilité, ouverte pendant un an, d'en acquérir 20 % au total.

Cette autorisation obligatoire, les Generali l'avaient demandée très tardivement, le 9 mai dernier, et le Comité avait examiné leur demande le 10 juin avant de reporter sa décision au 13 juillet pour bien signifier à tout en chacun que les règles devaient être respectées. Le tribunal de commerce de Paris, dans son

ordonnance en référé prise le 21 juin avait donc interdit aux Generali d'utiliser plus de 10 % de leur droit de vote à l'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie du Midi, le 23 juin. Cette assemblée devait être décisive pour le Midi qui, pour se défendre contre les Italiens, acceptait de fusionner avec AXA.

L'ajournement de l'autorisation de ce Comité avait permis au groupe du Midi de résister à l'offensive des Generali, dont la part dans le capital du groupe français est revenue, par dilution, à 8,50 % contre 20,8 % auparavant. Cette attitude des autorités françaises en même temps que l'ordonnance du tribunal de commerce vont faire jurisprudence, notamment dans toute opération initiée par une société d'un des Etats de la CEE.

Coca-Cola gagne en appel contre Pernod-Ricard

La Cour d'appel de Paris a reconnu le mercredi 13 juillet le droit pour la société Coca-Cola de ne pas renouveler les contrats d'embouteillage et de distribution qui la lient depuis 1949 au groupe français Pernod-Ricard. Le 8 juin, le tribunal de commerce de Paris avait donné raison à Pernod-Ricard qui avait attaqué Coca-Cola Compagny pour rupture abusive de ces contrats.

Les deux firmes étaient liées par une série d'accords dont le premier devait expirer en 1990, le dernier en 1997. La distribution des produits Coca-Cola en bouteilles et en boîtes devrait donc progressivement revenir à Coca-Cola entre le 15 août de cette année (concession d'Orléans) et début 1990 (concession de Marseille). Le groupe américain envisage d'ores et déjà d'accroître sa force de vente sur le territoire français.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité
Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4136 — 4324

compagnie bancaire
prend la parole
aux
1^{res} Journées Prospectives
du journal
Le Monde
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Reprise du procès Hamadé en Allemagne fédérale. 4 Nicaragua : le Sénat américain menace de reprendre l'aide à la Contra. — Somalie : combats dans le nord du pays.	5 La situation en Nouvelle-Calédonie et le paysage politique en Polynésie française. — M. Rocard invite les préfets à être attentifs aux besoins des plus faibles.	6 M. François Kourilsky nommé directeur général du CNRS. — SPORTS : Tour de France : l'abandon de Laurent Fignon. 7 Nominations à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Paris.	13 Le 42 ^e Festival d'Avignon. 14 Le Festival de Châteauneuf. — COMMUNICATION : la crise au CESP.	17 La mission de M. Fragonard. — Hausse des prix : + 0,3 % en juin. — L'Association française des banques critique l'accès des PME aux billets de trésorerie. — Marchés financiers.	Abonnements 7 Carnet 7 Légion d'honneur 8 Loto, loterie 7 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	● Admissions aux grandes écoles : ENSAM, INP, Ingénieur France et ESC Lyon ECOLES. 36-15 tapez LEMONDE ● Tous les jeux de Monnaie ● Abonnés-votez au Monde de l'éducation avec 50 % de réduction ABO 36-15 tapez LM

La fête nationale

Six mille hommes ont défilé à Paris

Six mille hommes, dont quatre mille des troupes de pied, cent vingt avions ou hélicoptères, trois cents cavaliers et cinq cents véhicules de combat ont défilé, le jeudi 14 juillet, sur les Champs-Élysées devant le chef de l'État, debout sur la tribune officielle installée place de la Concorde.

Le ciel ouvert sur Paris n'a pas empêché l'important défilé aérien

URSS

Les autorités annoncent que des armes ont été saisies au Haut-Karabakh

La télévision soviétique a annoncé, le mercredi 13 juillet, des saisies d'armes et de munitions au Haut-Karabakh, la région autonome dont le soviet local avait décidé, mardi, de faire sécession d'avec la République d'Azerbaïdjan (*le Monde* du 14 juillet).

Se référant à des données fournies par la police locale, la télévision a affirmé que, depuis le 15 juin, les forces de l'ordre avaient saisi chez des particuliers 12 grenades, 40 grenades d'exercice, 11 pistolets, 20 fusils à canon scié, 12 carabines, 200 balles de fusil et 600 cartouches pour fusils de chasse.

L'annonce de ces saisies pourrait viser à justifier à l'avance d'éventuelles mesures répressives.

Mercredi, les médias, notamment la télévision, ont cité de larges extraits d'un décret du président du soviet suprême d'Azerbaïdjan rejetant comme inconstitutionnelle la résolution votée par les députés du Haut-Karabakh.

L'agence TASS a reconnu pour sa part que la grève était totale mercredi à Stepanakert, capitale de la région, malgré l'appel des députés locaux à reprendre le travail. « Le 13 juillet, comme auparavant, toutes les entreprises industrielles de la ville étaient arrêtées. Les transports urbains n'ont pas fonctionné, les magasins de produits autres qu'alimentaires étaient fermés, ainsi que les services », indique l'agence. — (AFP)

prévu dans l'axe des Champs-Élysées et, notamment, le passage devant les Parisiens, pour la première fois, des nouveaux avions de combat Mirage 2000-N, armés d'un missile nucléaire préstratégique, et des appareils-cargos C-130 Hercules récemment achetés aux États-Unis par la France.

Pour la première fois, aussi, les Parisiens ont découvert les équipages des chasseurs de mines ayant opéré dans le Golfe arabo-persique et les détachements d'assistance opérationnelle, servant auprès des armées africaines.

L'essentiel du défilé des troupes blindées et mécanisées a été consacré à l'artillerie, principalement l'artillerie sol-sol nucléaire, dotée des missiles Pluton, et l'artillerie anti-aérienne, équipée de missiles Roland et Hawk.

A l'issue de ce défilé, le chef de l'État a présidé, à l'Élysée, la traditionnelle garden-party en l'honneur de la fête nationale. De son côté, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a offert un déjeuner à l'Hôtel de Ville à un millier de cadres et d'appelés qui ont participé au défilé.

● La France a nouveau condamné par la Cour de justice européenne pour sa politique des prix du tabac. — La France a été condamnée, le mercredi 13 juillet, par la Cour de justice de la Communauté européenne parce qu'elle continue de réglementer les prix des cigarettes et du tabac importés, ce qui est considéré comme une entrave au marché commun.

La Cour reproche à la France de ne pas avoir modifié sa législation après avoir été condamnée pour la même raison en juin 1983. Elle a estimé à cet égard que la modification par Paris en 1985 des procédures de fixation du prix des tabacs « ne saurait être regardée comme un mode d'exécution valable de l'arrêt de la Cour » de 1983, pas plus que les augmentations de prix des cigarettes étrangères décidées à plusieurs reprises par le gouvernement français qui ont été « partielles et limitées » et « par nature modifiables au gré de l'administration ».

Le numéro du « Monde » daté 14 juillet 1988 a été tiré à 482 781 exemplaires

A cause des exigences de la Commission européenne

Le rachat de Rover par British Aerospace est remis en cause

LONDRES

de notre correspondant

Les dirigeants de British Aerospace ont refusé de signer le mercredi 13 juillet, en début d'après-midi, le protocole par lequel ils s'engageaient à racheter le groupe Rover. Cette volte-face est due à la décision de la Commission de Bruxelles, rendue publique le même jour en fin de matinée, d'imposer des conditions supplémentaires à cette transaction.

Ce fut à bien des égards une journée des doutes. Lord Young, ministre du commerce et de l'industrie, avait l'impression d'avoir « bouclé » ce dossier. Il avait longuement parlé avec la Commission. La voie paraissait libre pour la prise de contrôle par le premier constructeur aéronautique du Royaume-Uni (qui participe notamment au programme Airbus), privatisé en 1981, du premier constructeur automobile du pays, nationalisé par les travaillistes en 1975.

M. Roland Smith, président de British Aerospace, a fait savoir qu'il était « stupéfait » et « consterné » par les exigences de la Commission de Bruxelles. M. Young, qui avait négocié en son nom, ne l'aurait pas en outre suffisamment consulté. Le ministre du commerce et de l'industrie a dû faire mercredi une déclaration embarrassée devant la Chambre des lords. Le gouvernement est furieux et l'événement ne va pas relever la popularité déjà faible des institutions européennes auprès de l'opinion britannique.

Lord Young va retourner à Bruxelles mais la décision de la Commission reste irrévocable. Elle comporte des changements importants par rapport à ce qui était prévu. Le gouvernement pourra verser seulement 469 millions de livres (environ 5,1 milliards de francs) et non pas 800 millions pour éponger les dettes de Rover, préalablement à son rachat. Aucune aide ultérieure ne sera autorisée.

L'affaire suscite un grand émoi au Royaume-Uni car Rover est un

symbole. Le groupe est l'héritier direct de British Leyland (avec les marques Austin, Morris, Triumph, etc.), nationalisé à 99,8 % par les travaillistes en 1975 et qui a englouti des sommes énormes payées par le contribuable. Après avoir versé 2,9 millions de livres en dix-huit ans pour maintenir à flot le constructeur automobile, le gouvernement n'était pas mécontent de le revendre au secteur privé pour 150 millions de livres et était prêt en outre à largement payer ses dettes.

Plus de souplesse

La Commission de Bruxelles, qui estime que ces aides vont fausser la concurrence, ne l'entend pas ainsi et British Aerospace s'interroge désormais sur le bien-fondé de l'opération. Les objections du constructeur aéronautique ne portent pas tant sur la réduction du « cadeau d'adieu » de l'État à Rover que sur des clauses spécifiques qui aboutissent à donner à la Commission un droit de regard sur sa gestion pendant cinq ans. La Commission veut être en effet assurée que le plan d'investissement quinquennal d'un milliard de livres de Rover conduira bien aux restructurations promises.

M. Roland Smith hésite à se lier ainsi les mains et souhaite plus de « souplesse ». Si British Aerospace renonçait finalement à acquérir Rover, d'autres constructeurs potentiels, mais étrangers, sont sur les rangs, notamment Ford et Volkswagen. Mais ce serait alors un tollé au Royaume-Uni car Rover est le dernier grand constructeur automobile du pays. Les remous du rachat du constructeur Rover par Nestlé ne sont pas encore apaisés.

M. Thatcher avait chargé lord Young d'une mission précise : remettre Rover dans le secteur privé et le maintenir dans des mains britanniques. La reprise par British Aerospace était la seule solution compatible avec ces deux exigences.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'Australie « plus grande province de l'empire irlandais »

SYDNEY
correspondance

A l'occasion des fêtes du bicentenaire de l'Australie, le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a rendu hommage aux milliers d'Irlandais déportés au dix-neuvième siècle. Il a offert à l'Australie où il effectuait une visite officielle du 11 au 16 juillet — une série de microfilms reproduisant les registres de vingt mille forçats irlandais, hommes, femmes et enfants, déportés entre 1788 et 1868.

Les descendants de ces immigrants sont si nombreux en Australie que M. Bob Hawke, qui dirige un cabinet dont les deux tiers des membres sont d'origine celtique, a confié à M. Haughey, en plaisantant, que « l'Australie est la plus grande province de l'empire irlandais ».

Les deux premiers ministres, il est vrai, ont de nombreuses affinités et s'entendent à merveille depuis la visite en Irlande de M. Hawke en octobre 1987. Lors de ce séjour mémorable, M. Hawke a acquis une réputation de bon vivant qui ne dédaigne ni la cervoise ni le contact populaire dans le chateau éthylique des pubs irlandais. Il était, en quelques jours, devenu le chouchou de Dublin et l'ami de M. Haughey, dont la carrière politique a connu tellement de hauts puis de bas qu'il a fini un beau jour par suggérer à la presse irlandaise d'attendre au moins trois jours avant d'annoncer sa mort. Au cas où il ressusciterait...

JOELLE ANDREOLI.

Avec 13 % du marché, derrière Fiat et Volkswagen

Peugeot est devenu le troisième constructeur automobile européen

Les affaires marchent bien, parfois un peu trop bien. La bonne tenue actuelle de la croissance (*le Monde* du 12 juillet) provoque quelques difficultés chez certains industriels incapables de faire face à une demande plus soutenue qu'attendu. Ainsi de Peugeot, qui admet « des problèmes de capacités » chez lui et chez des sous-traitants : « On vit mal, dans l'attente des livraisons. Manquent tour à tour des pistons ou des carters renforcés », selon M. Jacques Calvet.

Le PDG de PSA, qui présentait ses résultats du premier semestre, le mercredi 13 juillet, a critiqué « les économistes qui prévoient un drame après le krach boursier » et ont donc fait faire de mauvaises prévisions. PSA tablit sur une baisse du marché automobile en 1988 de 3,5 %. Or le premier semestre a donné un + 5,6 % en France, et 1988 sera, en définitive, une « bonne année », comme 1987. M. Calvet assure que les (petits) goulets d'étranglement disparaîtront d'ici au printemps prochain. D'ailleurs, le marché se retourne. Les gouvernements vont mettre en place des politiques de lutte contre les risques

d'inflation et « 1989 et 1990 seront plus difficiles ».

Bonne année pour tout le monde (les ventes européennes au premier semestre ont crû de 5,1 %), mais surtout pour PSA, qui est devenu le troisième constructeur en Europe avec une part du marché de 12,8 % (contre 11,6 % en 1987) derrière Fiat (15,6 %) et Volkswagen (14,5 %) mais devant Ford (11,3 %). Le groupe français dépassera les 2,1 millions de voitures produites cette année, même si le second semestre marquera le début du ralentissement des ventes. Quel qu'il soit, Peugeot SA ne devrait pas trop en souffrir et le succès de ses modèles, a expliqué le PDG, devrait le conduire à un taux de pénétration sur l'ensemble de 1988 de 13 % en Europe et de 36 % en France (35,9 % au premier semestre contre 29,3 % pour Renault et 34,8 % pour les constructeurs étrangers).

Les résultats financiers devraient être au moins aussi bons que ceux de 1987, mais « une fois tous les impôts payés ». Jusqu'en 1988, PSA avait bénéficié du report des déficits des années 1982 à 1984.

Bonn « ne se prononcera pas hâtivement » sur les propositions de désarmement de M. Gorbatchev

La RFA va examiner soigneusement les dernières propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement, notamment celle concernant un sommet des pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, et ne se prononcera pas hâtivement, a déclaré, le mercredi 13 juillet, un porte-parole du gouvernement de Bonn. On sait que les propositions du dirigeant soviétique faites à Varsovie ont fait l'objet de commentaires beaucoup plus négatifs de la part de l'OTAN (*le Monde* du 12 juillet).

Sans se référer explicitement à ces propositions, M. Genscher, ministre des affaires étrangères de la RFA, a déclaré le même jour dans un communiqué que les discussions sur les armements conventionnels devraient débuter dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), mais qu'il lui semble « raisonnable », une fois que la CSCE en sera venue, de conduire ces conversations à un « haut niveau politique, pour donner une impulsion à difficile processus de négociation ».

M. Genscher ajoute que le « système des pactes », autrement dit des relations Est-Ouest fondées sur les alliances militaires en Europe, doit évoluer et ne plus se « cantonner aux seules règles de sécurité ». L'Europe doit aller, selon lui, vers « un système d'ouverture et de coopération reposant sur de nouvelles conceptions de la sécurité ».

Ces thèmes, ainsi que la construction de l'Europe communautaire, feront l'objet des entretiens que M. Michel Rocard aura lundi prochain à Bonn avec le chancelier Kohl, pour la première fois depuis sa nomination comme premier ministre le 10 mai. — (AFP, Reuter.)

Affirmant avoir été victimes de sévices et de vols
Des pensionnaires déposent plainte contre la direction d'une maison de retraite marseillaise

MARSEILLE
de notre correspondant

La plainte de deux pensionnaires de la maison de retraite et de repos Le Clos Saint-Michel, située dans le douzième arrondissement de Marseille, a déclenché l'ouverture d'une information par le parquet de Marseille pour séquestration arbitraire, coups et blessures, et vol. La première plaignante, prénommée Renée, quarante-cinq ans, a affirmé être régulièrement battue, privée de nourriture et enfermée dans une cave lorsqu'elle refuse de se soumettre au régime.

La seconde, Bernadette Goris, vingt ans, est née dans l'établissement après que sa mère, elle-même pensionnaire pour troubles mentaux, l'y eut mise au monde. Elle affirme n'avoir jamais pu quitter Le Clos Saint-Michel. Elle ne semble pas avoir été scolarisée.

Une enquête administrative avait été effectuée au cours du mois de mars 1988 dans le cadre des contrôles systématiques des établissements dont l'agrément est antérieur à 1975. À la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, M. Jean-Claude Farès, l'un des responsables, reconnaît : « Nous avons pu constater un manque de soins notoire aux personnes âgées dont certaines étaient souffrantes, mais, surtout, nous en avons trouvé quelques-unes attachées par des sangles lorsque nous avons effectué notre visite. Certains handicapés ont déclaré manquer de soins. Nous n'avons trouvé aucun dossier médical qui puisse nous renseigner sur leur état de santé. Quant à la jeune

Bernadette, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales avait demandé à la direction de l'établissement de la soigner lorsqu'elle était enfant, mais il ne semble pas qu'elle ait trouvé un établissement susceptible de l'accueillir. »

Interrogée, M^{me} Michèle Amarantini, directrice du Clos Saint-Michel, « a vu pas comprendre. Nous travaillons de notre mieux et je ne crois pas que nous soyons des tortionnaires », affirme-t-elle. D'ailleurs des inspections sont régulièrement effectuées dans l'établissement, qui fonctionne depuis trente ans. Toutes jusqu'ici se sont bien déroulées. Chaque rapport porte la mention : « établissement bien tenu ».

Le dossier a été confié à M. François Badie, juge d'instruction à Marseille, qui a diligenté une enquête de la police judiciaire ainsi que de la brigade financière chargée d'analyser les comptes de la maison de retraite.

JEAN CONTRUCCI

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

A B C D E F G

Le Monde
L'ÉDUCATION

SOCIÉTÉ
● CHEF D'ENTREPRISE À 20 ANS : une idée, une passion, des copains. Le goût de l'indépendance. Ils sont 40 000 chaque année à se lancer dans l'aventure.

GUIDE
● LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC : les pièges à éviter. Province : où et comment s'inscrire. Paris : fac par fac, les places disponibles.

PALMARÈS
● Lettres classiques et modernes.

ÉTRANGER
● Les meilleures business-schools américaines.

Numéro de juillet-août : 100 pages - 15 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

Les pays ind...
un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor

Les pays ind... un rétor